AVRIL 2026

Guerre au Moyen-Orient : répercussions économiques et défis pour l'action publique[1]

La guerre au Moyen-Orient, qui a éclaté le 28 février 2026, a causé de profondes souffrances et considérablement assombri les perspectives de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP). Au début de l'année 2026, l'activité économique accélérait et l'inflation ralentissait dans la majeure partie de la région MOANAP. Cependant, la fermeture du détroit d'Ormuz, la perturbation de la production de pétrole et de gaz naturel, ainsi que les graves répercussions sur le trafic aérien dans le Golfe ont toutes eu des conséquences économiques immédiates. La guerre a d'abord provoqué un choc régional, mais celui-ci a rapidement pris une envergure mondiale : le prix du pétrole brut de Brent a dépassé 100 dollars le baril, et les prix du gaz naturel, des engrais et des métaux se sont envolés, ce qui a resserré les chaînes d'approvisionnement et fait augmenter les coûts de production dans toute la région et dans le monde entier. L'accord de cessez-le-feu annoncé le 7 avril constitue une évolution encourageante et une étape importante vers une désescalade du conflit. Toutefois, l'incertitude demeure extrêmement élevée et beaucoup dépendra de la pérennité du cessez-le-feu et du rétablissement de la stabilité mondiale et régionale.

Même dans notre scénario de référence, qui suppose une reprise des échanges et une normalisation de la production d'ici mi-2026, la croissance dans la région MOANAP devrait nettement ralentir pour s'établir à 1,4 % en 2026, soit une révision à la baisse de 2,3 points de pourcentage par rapport aux projections établies en octobre dernier. Ce chiffre global masque, toutefois, des disparités importantes au sein de la région. Les pays exportateurs de pétrole du Golfe directement touchés par la guerre subissent de fortes révisions à la baisse de leurs prévisions de croissance pour 2026, allant jusqu'à 15 points de pourcentage, et cinq sur huit verront même leur économie se contracter, avant de rebondir en 2027. Malgré de bons résultats économiques avant le début de la guerre, les projections de croissance des importateurs de pétrole de la région MOANAP ont été abaissées de 0,3 point de pourcentage cette année et l'année prochaine, soit une révision plus modérée. L'inflation devrait augmenter, mais, elle aussi, de façon assez hétérogène dans la région.

À mesure que la guerre se poursuit et que les dégâts infligés aux infrastructures énergétiques s'accumulent, la perspective d'un retour à la normale de la production et des exportations d'énergie d'ici le milieu de l'année 2026 semble s'éloigner. Une guerre prolongée ou plus intense aurait de graves incidences sur les importateurs de pétrole de la région MOANAP par différents canaux, comme le choc des termes de l'échange et la diminution des envois de fonds : en moyenne, chaque hausse de 10 % des prix du pétrole brut réduit la croissance du PIB d'environ 0,5 point de pourcentage tout en faisant grimper l'inflation d'un point de pourcentage complet. Pour les pays exportateurs de pétrole directement touchés par la guerre, les effets néfastes d'une perturbation durable de la production et des exportations d'énergie l'emporteraient sur les gains exceptionnels liés au renchérissement de l'énergie et, conjugués à l'affaiblissement de l'activité dans les secteurs non énergétiques tels que le tourisme, détérioreraient à la fois les soldes budgétaires et les soldes extérieurs. Une nouvelle dégradation de l'état d'esprit sur les marchés financiers accélérerait la fuite des capitaux et ferait monter les coûts d'emprunt.

[1] Rapport établi par une équipe composée de Ayumi Akiyama, Vizhdan Boranova, Bronwen Brown, Vrinda Handa, Eliakim Kakpo, Daria Minina, Salem Nechi, Bilal Tabti, Xianghong Yao, Subi Velkumar et Yipei Zhang, sous la direction conjointe de Borislava Mircheva et Troy Matheson. Tous ont bénéficié des orientations générales de Roberto Cardarelli, John Bluedorn et Giovanni Melina. Les projections calculées dans le scénario de référence reposent sur les prix à terme des produits de base au 10 mars 2026. Voir l'appendice 1 pour connaître le détail des groupes de pays.

Pour amortir l'impact de ce choc, il faut prendre des mesures d'agilité maîtrisée. Les pays devraient résister à la tentation d'alimenter la demande globale en menant un assouplissement budgétaire généralisé et s'abstenir de rétablir les subventions de large portée. La politique budgétaire devrait plutôt soutenir les segments les plus affectés par la hausse des prix des produits de base à l'aide de transferts monétaires ciblés et temporaires et atténuer le risque de séquelles à moyen terme sur l'activité économique. Les pays qui disposent de marges de manœuvre budgétaires devraient laisser les stabilisateurs automatiques jouer pleinement leur rôle tandis que les autres devraient veiller à ce que leur réponse soit compatible avec la viabilité de la dette, ce qui pourrait nécessiter de redéfinir les priorités en matière de dépenses et de mobiliser des recettes. Les banques centrales qui sont confrontées aux effets de second tour de la hausse des prix des produits de base doivent resserrer leur politique ou conserver leur orientation restrictive, et les pays qui ciblent l'inflation devraient permettre aux taux de change de s'ajuster pour amortir les chocs. Les instances de contrôle du secteur financier devront renforcer leur surveillance des risques de liquidité et de change et se tenir prêtes à déployer des mesures de soutien de la liquidité et à adapter leurs politiques macroprudentielles si nécessaire. À plus long terme, il sera fondamental de diversifier les voies commerciales, d'améliorer les infrastructures essentielles et d'approfondir la coopération régionale concernant les produits de première nécessité et l'énergie afin d'accroître durablement la résilience, en particulier au sein des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Contrastant nettement avec la région MOANAP, la région Caucase et Asie centrale (CAC) a vu ses projections de croissance légèrement révisées à la hausse tant pour 2026 que pour 2027 (de 0,1 % dans les deux cas par rapport aux chiffres d'octobre), après avoir enregistré, une nouvelle fois, une croissance supérieure aux prévisions en 2025. On s'attend toujours à ce que la région connaisse une croissance plus modérée au cours de la période à venir, celle-ci devrait passer d'environ 6 % en 2025 à moins de 5 % en 2026 et en 2027, en raison du tassement de la demande intérieure sur fond d'estompement des effets de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et du resserrement général de la politique monétaire. Un ralentissement de la croissance devrait aussi faciliter la diminution progressive des tensions inflationnistes. Toutefois, les répercussions de la guerre au Moyen-Orient font peser des risques résolument orientés à la baisse, en raison de l'exposition de la région à la volatilité des prix des produits de base ainsi que des perturbations du commerce et du tourisme. Des politiques macroéconomiques prudentes et un durcissement de la surveillance bancaire seront nécessaires pour assurer un atterrissage en douceur vers un rythme plus durable de croissance et d'inflation, tandis que la poursuite des efforts en faveur de la diversification économique et du développement du secteur privé permettra de soutenir la croissance à plus long terme.

Une nouvelle épreuve pour l'économie mondiale

Le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient fin février 2026 met de nouveau à l'épreuve la résilience de l'économie mondiale. En 2025, l'économie mondiale a réussi à surmonter les difficultés engendrées par les droits de douane et par l'exceptionnelle accentuation de l'incertitude liée à l'action publique. Le dynamisme des investissements dans le secteur technologique, les conditions financières favorables, les mesures d'adaptation prises par les entreprises et le soutien apporté par les politiques budgétaire et monétaire ont contribué à compenser ces vents contraires. Cependant, la flambée des prix des produits de base provoquée par le conflit, les dégâts subis par les infrastructures énergétiques et les perturbations commerciales dans le détroit d'Ormuz risquent de balayer ces forces, assombrissant les perspectives économiques mondiales tant à court qu'à long terme. L'accord de cessez-le-feu annoncé le 7 avril constitue une évolution encourageante et une étape importante vers une désescalade du conflit. Toutefois, l'incertitude demeure exceptionnellement élevée et beaucoup dépendra de la pérennité du cessez-le-feu et du rétablissement de la stabilité mondiale et régionale.

Compte tenu de la grande incertitude qui entoure la durée et la gravité de ce conflit, il est extrêmement difficile d'établir des projections de base réalistes. C'est pourquoi les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées par le FMI en avril 2026 présentent un scénario de référence ainsi que d'autres scénarios plus défavorables. Le scénario de référence suppose que les perturbations économiques liées à la guerre s'atténueront d'ici le milieu de l'année 2026 et que le prix moyen du pétrole avoisinera 82 dollars le baril en 2026. Selon ces hypothèses, la guerre aura un effet marginal sur la croissance mondiale : celle-ci atteindrait 3,1 % en 2026 et 3,3 % en 2027, soit un niveau inférieur au rythme récent d'environ 3,4 % enregistré en 2024–25 et bien en deçà de la moyenne historique (2000–19) de 3,7 %. L'inflation globale mondiale devrait grimper à 4,4 % en 2026, puis redescendre à 3,7 % en 2027.

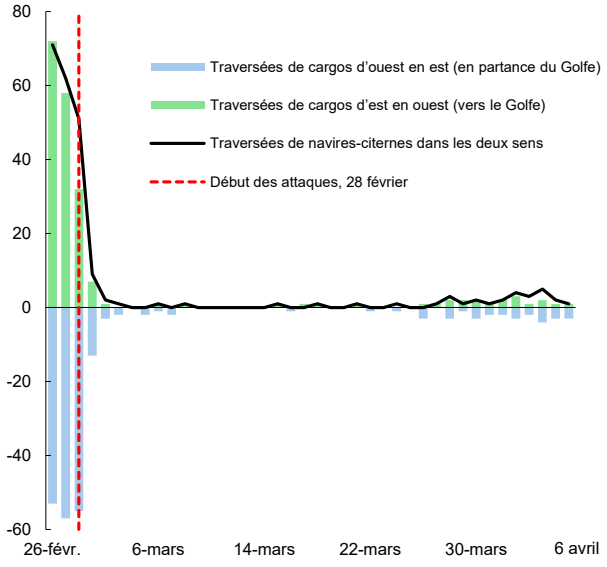
Si les perturbations de l'approvisionnement en énergie devaient persister et si les prix du pétrole restaient durablement plus élevés, l'impact de la guerre sur l'activité mondiale serait plus prononcé. Ainsi, dans un scénario plus défavorable, où le prix moyen du pétrole s'établirait à quelque 110 dollars le baril en 2026, la croissance mondiale ralentirait à 2,6 %, tandis que l'inflation monterait à 5,4 %. Et dans un scénario encore plus défavorable, où les infrastructures énergétiques subiraient de plus graves dégâts et les perturbations commerciales dureraient plus longtemps et seraient de plus grande ampleur, les répercussions négatives seraient encore plus considérables (voir le chapitre 1 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2026). La croissance mondiale tomberait à environ 2 % en 2026, tandis que l'inflation globale dépasserait légèrement les 6 % d'ici 2027. En outre, les conséquences sur les pays émergents et les pays en développement seraient près de deux fois plus importantes que sur les pays avancés.

Le Moyen-Orient ébranlé par un nouveau choc majeur

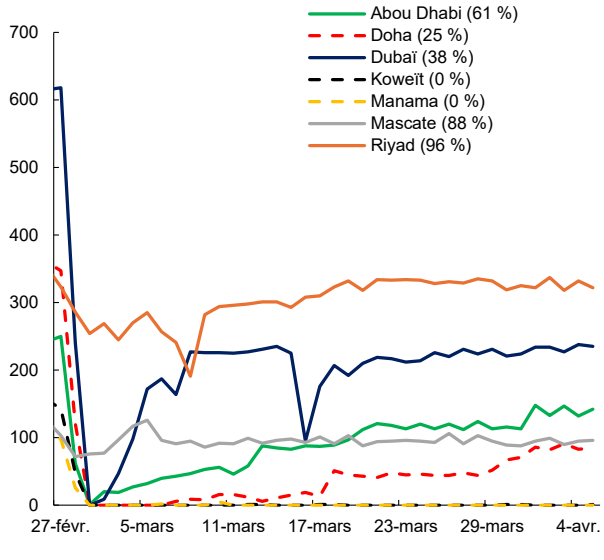
De nombreux pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) affichaient de très bons résultats à la fin de l'année 2025. La croissance économique était restée vigoureuse tout au long du deuxième semestre, tirée par le dynamisme de l'activité hors hydrocarbures dans certains pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et la résilience de la demande intérieure ailleurs dans la région. Les indicateurs à haute fréquence font apparaître une forte activité au début de 2026, en particulier dans les secteurs des services, du tourisme et de la logistique. L'inflation était stable ou en baisse dans l'essentiel de la région, sous l'effet de l'atténuation des tensions sur les prix des denrées alimentaires et du resserrement des politiques macroéconomiques.

Graphique 1. Perturbations du commerce, des transports et des marchés de l'énergie à la suite de la guerre

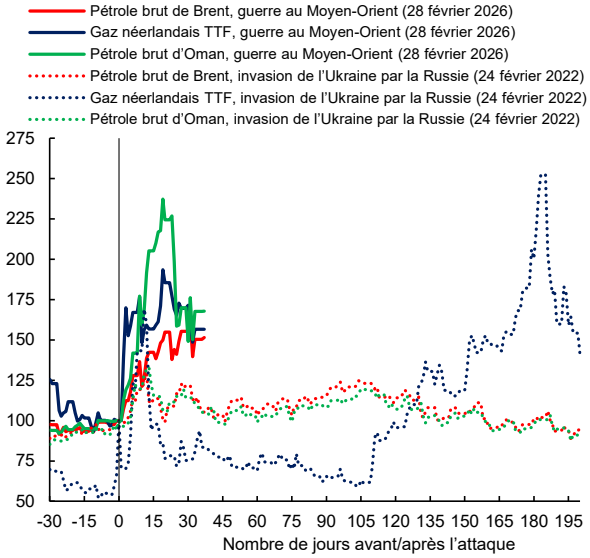
1. Trafic quotidien transitant par le détroit d'Ormuz
(Nombre de navires)



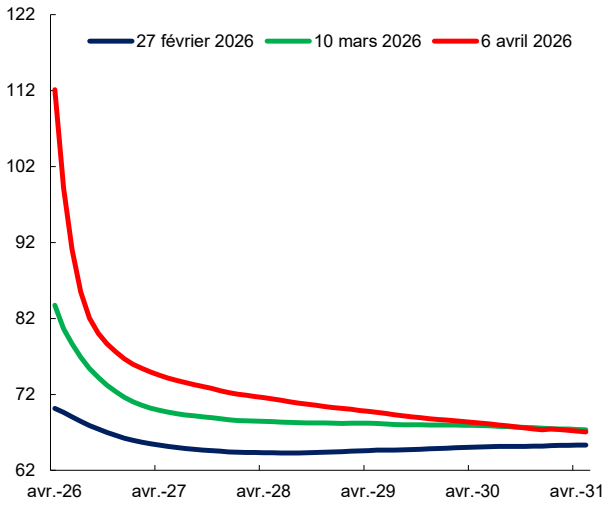
2. Activité des principaux aéroports internationaux du CCG
(Nombre de départs quotidiens)



3. Prix du pétrole et du gaz naturel après les récents conflits
(Indice, 28 février 2026 = 100, 24 février 2022 = 100)



4. Prix du pétrole : courbes des prix à terme
(En dollars par baril ; moyenne des prix à terme du pétrole WTI, de Brent et de Dubaï)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Flightradar24 ; calculs des services du FMI.
Note : Données au 6 avril 2026. Dans la plage 2, les pourcentages correspondent au dernier nombre de vols disponible rapporté au nombre moyen de vols quotidiens la semaine précédant le début de la guerre. CCG = Conseil de coopération du Golfe ; WTI = West Texas Intermediate.

Une part substantielle des échanges mondiaux des principaux produits de base passe habituellement par le détroit d'Ormuz chaque jour, dont environ un cinquième de la production mondiale de pétrole (20 à 21 millions de barils par jour), un quart des échanges mondiaux de gaz naturel liquéfié (GNL) et un tiers des échanges mondiaux d'engrais et d'hélium. Début avril, soit plus d'un mois après le début de la guerre, le trafic maritime transitant par le détroit d'Ormuz restait pour ainsi dire paralysé, puisque quasiment aucun navire-citerne ne traversait le détroit après le déclenchement des hostilités alors qu'ils étaient environ 70 par jour avant (voir graphique 1, plage 1, ci-dessus). Le trafic aérien a lui aussi nettement chuté dans les grandes plaques tournantes du Golfe : le nombre de départs a diminué d'environ un tiers à Abou Dhabi, deux tiers à Dubaï et trois quarts à Doha, tandis que les vols ont été suspendus à Koweït et à Manama (graphique 1, plage 2). Les primes d'assurance maritime ont grimpé en flèche, les coûts du transport maritime ont augmenté, étant donné que les itinéraires maritimes se sont allongés, et l'activité logistique s'est affaiblie, en particulier dans les économies qui dépendent des réexportations, du tourisme et des transports.

La guerre a fortement diminué la production d'énergie. Des attaques et des arrêts préventifs ont réduit la production et la capacité d'exportation de pétrole et de gaz dans plusieurs pays du Golfe (notamment dans des infrastructures pétrolières aux Émirats arabes unis, en Iraq et au Koweït) et perturbé l'exploitation de gaz naturel liquéfié (GNL) dans le complexe de Ras Laffan au Qatar. Les pertes sont estimées à plus de 10 millions de barils de pétrole par jour et à quelque 500 millions de m^3 de gaz naturel par jour.

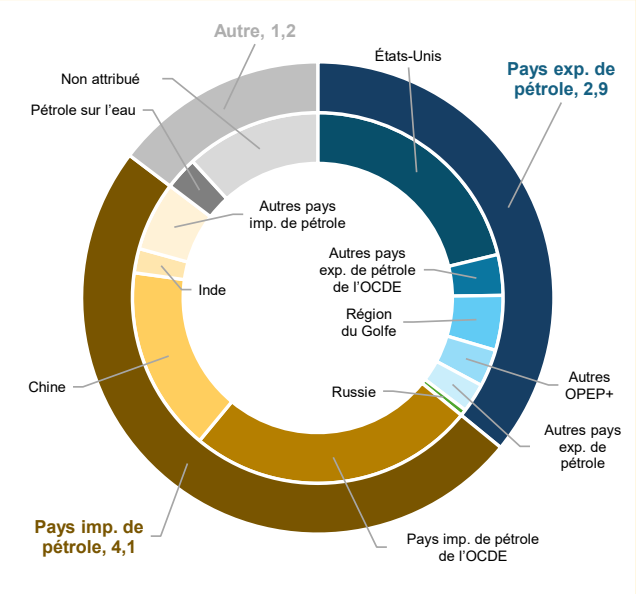
L'effondrement du transport et de la production d'énergie ont nettement resserré les marchés mondiaux de l'énergie, faisant flamber les prix. Après le déclenchement de la guerre, le prix du pétrole brut de Brent est passé au-dessus des 100 dollars le baril et s'est maintenu à un niveau élevé, tandis que les prix du gaz en Europe ont augmenté d'environ 60 % à la suite des perturbations des exportations de GNL, dépassant ainsi le bond enregistré juste après l'invasion de l'Ukraine par la Russie (graphique 1, plage 3). Au début de la guerre, le choc a aussi fait diverger les cours de référence du pétrole brut : le cours du pétrole brut d'Oman est monté beaucoup plus haut que les autres, du fait de la hausse de la demande de produits n'étant pas acheminés via le détroit d'Ormuz et du faible nombre de voies d'exportations de substitution. Les réserves offertes par les stocks mondiaux d'hydrocarbures sont limitées et s'amenuisent (encadré 1). Les courbes des contrats à terme sur le pétrole se sont déplacées vers le haut à la suite du déclenchement du conflit, signe que le marché anticipe des prix plus élevés qu'attendu avant la guerre. Cela étant, les prévisions initiales du marché dessinaient un recul relativement rapide des prix du pétrole, reflétant la conviction que le conflit serait de courte durée (la courbe des prix à terme du pétrole au 10 mars, représentée à la plage 4 du graphique 1, se situe au-dessous des projections du scénario de référence de ce rapport). Au fil du temps, la courbe s'est progressivement déplacée vers le haut, sous l'effet conjugué des préoccupations croissantes quant à la durée

des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, de la faiblesse des capacités inutilisées de production et de transport et de l'augmentation des primes de risque associée à l'incertitude entourant la circulation sur les principales routes de navigation.

Encadré 1. Stocks d'hydrocarbures : des marges de protection limitées contre les perturbations prolongées

Au début du conflit, les stocks mondiaux d'hydrocarbures étaient relativement élevés, constituant ainsi une certaine marge de protection à court terme contre les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. D'après les estimations, les stocks mondiaux de pétrole avoisinaient 8,2 milliards de barils en 2025, soit environ 1,3 million de barils par jour, en moyenne, leur niveau le plus élevé depuis 2021. Cette augmentation tenait à une croissance plus faible de la demande et à une accumulation préventive de stocks par plusieurs pays importateurs de pétrole. En outre, le « pétrole sur l'eau », c'est-à-dire le pétrole en transit maritime, représente quelque 25 % des stocks mondiaux, d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Graphique 1.1 de l'encadré. Stocks mondiaux de pétrole
(En milliards de barils)



Sources : Agence internationale de l'énergie ; initiative « JODI » ; KPLER.
Note : Exp. = exportateurs ; imp. = importateurs ; OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques ; OPEP+ = Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et d'autres pays n'appartenant pas à l'OPEP.

La répartition géographique des stocks limite, cependant, leur efficacité en tant qu'amortisseur. Environ deux tiers des stocks mondiaux de pétrole sont détenus par les pays importateurs, les pays exportateurs détenant le tiers restant. Parmi les importateurs, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) possèdent environ 2 milliards de barils de réserves commerciales et stratégiques, soit près d'un quart des stocks mondiaux. La Chine à elle seule détiendrait environ 1,3 milliard de barils, chiffre qui comprend les stocks commerciaux et les réserves stratégiques estimées, bien que l'ampleur exacte et l'accessibilité de ces stocks demeurent incertaines (graphique 1.1. de l'encadré).

Même en cas de mise en circulation coordonnée, les stocks disponibles ne compenseraient que partiellement les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les stocks stratégiques et commerciaux des pays importateurs de pétrole pourraient couvrir les déficits mondiaux d'offre pendant environ 40 à 45 jours, si les perturbations restent dans le même ordre de grandeur qu'actuellement. En outre, les contraintes logistiques, comme les goulets d'étranglement au niveau des transports, la compatibilité des raffineries et les limites de prélèvement sur les réserves stratégiques, ralentiraient le rythme d'utilisation des stocks.

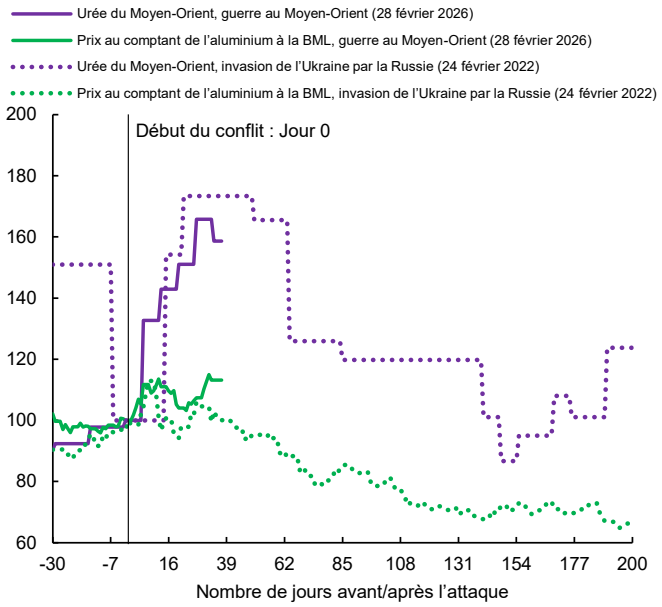
Les réserves sont encore plus basses dans le cas des marchés du gaz. Les stocks de gaz naturel liquéfié en Europe et en Asie demeurent inférieurs aux niveaux records observés après les chocs sur l'offre de 2022–23, tandis que les prélèvements sur les stocks sont limités par les schémas de demande saisonniers et les capacités de regazéification. La faiblesse des capacités inutilisées de transport de GNL réduit encore davantage les perspectives de réacheminement rapide des approvisionnements.

De façon générale, des stocks élevés peuvent constituer un amortisseur temporaire. Si les perturbations persistent, des prélèvements continus sur les stocks resserreraient les équilibres du marché, accroîtraient la volatilité des prix et intensifieraient la concurrence pour obtenir l'offre disponible, en particulier pour les qualités de brut et les flux de gaz pouvant contourner les itinéraires de transit affectés par la guerre.

Les exportations d'autres produits de base, comme l'aluminium, les intrants d'engrais et les combustibles raffinés, ont aussi été perturbées, faisant grimper leurs prix dans le monde entier. La région du Golfe est un fournisseur majeur d'intrants d'engrais, d'aluminium et de produits pétrochimiques. Les prix de l'urée ont bondi d'environ 40 % sur les marchés à terme et ceux du phosphate diammonique et de l'aluminium ont aussi enregistré des hausses de 10 % ou plus, suivant des trajectoires similaires à celles observées à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie (graphique 2). Les pays du CCG représentent plus de 40 % des exportations mondiales de soufre et environ 20 % des exportations d'ammoniac et d'engrais azotés. Ces perturbations risquent de provoquer un resserrement des marchés mondiaux des intrants agricoles et une augmentation des coûts de production alimentaire, en particulier dans les zones de la région MOANAP, de l'Asie du Sud et de l'Afrique subsaharienne dépendantes des importations, et pourraient aggraver l'insécurité alimentaire dans les économies fragiles.

Graphique 2. Prix de l'urée et de l'aluminium après les récents conflits

(Indice, 28 février 2026 = 100, 24 février 2022 = 100)

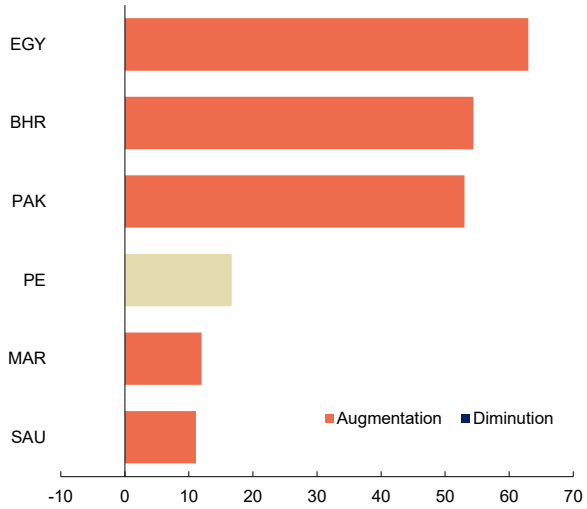


Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.
Note : Données au 6 avril 2026.

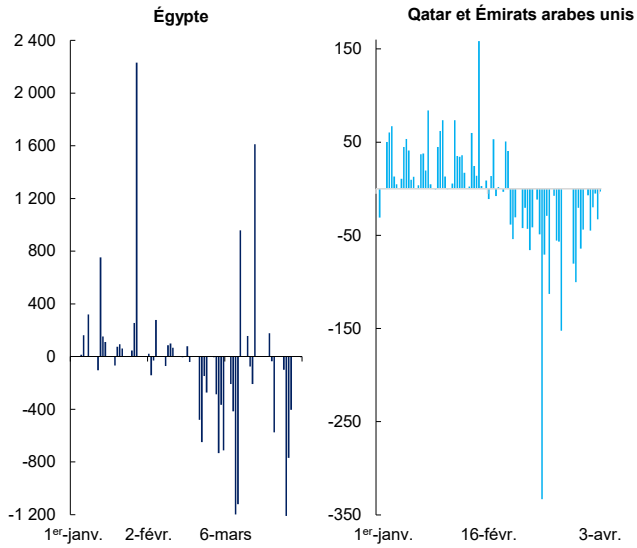
Les marchés financiers ont réagi à la guerre par un épisode habituel d'aversion pour le risque, caractérisé par un resserrement modéré des conditions financières mondiales en raison de la baisse des actions au niveau mondial, de la hausse des rendements obligataires et de l'appréciation du dollar. Les pays de la région MOANAP qui présentaient déjà des vulnérabilités ont été plus durement touchés. Les fluctuations des taux de change ont été modestes dans la plupart des cas. Cependant, l'Égypte a laissé le taux de change agir comme principal amortisseur de choc, et la livre égyptienne s'est dépréciée de plus de 13 % début avril. Les écarts de rendement des obligations souveraines se sont modérément creusés. Cela étant, l'ampleur de cet élargissement est supérieure à la moyenne dans d'autres pays émergents : elle dépasse 50 points de base à Bahreïn et au Pakistan et 60 points de base en Égypte (graphique 3, plage 1), début avril. Des sorties d'investissement de portefeuille se sont produites sur plusieurs marchés, notamment en Égypte, aux Émirats arabes unis et au Qatar (graphique 3, plage 2), mais elles restent limitées par rapport aux épisodes précédents de tensions financières mondiales.

Graphique 3. Appétence des investisseurs pour le risque et flux de capitaux

1. Écarts de rendement EMBIG J.P. Morgan
(En points de base, variation depuis le 27 février 2026)



2. Flux de portefeuille
(En millions de dollars)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Données au 6 avril 2026. Dans la plage 2, les données pour les Émirats arabes unis et le Qatar ne portent que sur les flux de participation. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Des perspectives assombries par la guerre

Dans l'ensemble, l'impact de la guerre sur les pays de la région MOANAP dépend essentiellement de la durée et de l'intensité de la guerre. Compte tenu de la forte incertitude entourant la guerre et conformément aux *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2026, cette mise à jour présente un scénario de référence, en lieu et place de l'ensemble traditionnel de projections économiques de base, et fait ressortir les principaux canaux par lesquels les risques à la baisse peuvent se matérialiser. Le scénario de référence suppose que les perturbations des échanges et de la production liées à la guerre s'atténueront d'ici le milieu de l'année 2026, conformément aux attentes du marché qui se dégageaient des cours des contrats à terme sur marchandises mi-mars et servent d'ancrage au scénario.

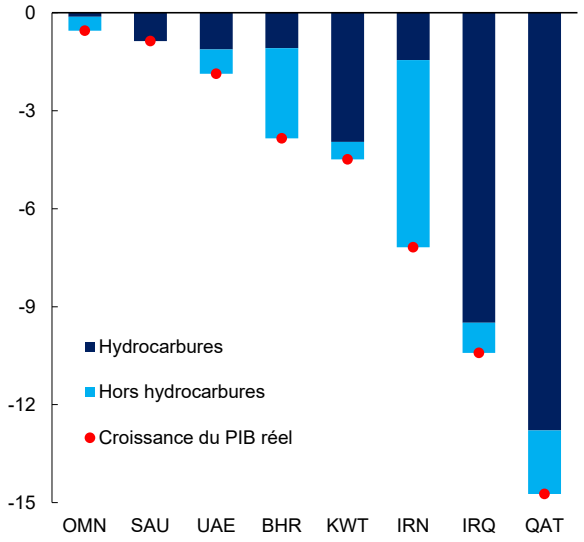
Même en cas de conflit de courte durée dans le scénario de référence, le groupe de pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP directement touchés enregistre une révision à la baisse significative de la croissance de sa production réelle en 2026 par rapport à l'édition d'octobre 2025 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*[2]. L'impact négatif sur la croissance cette année est très différent selon les pays et est compris entre 0,5 et près de 15 points de pourcentage (à Oman et au Qatar, respectivement ; graphique 4, plage 1). Cinq des huit pays de ce groupe (Bahreïn, Iran, Iraq, Koweït et Qatar) devraient voir leur PIB se contracter (tableau 1). Cet important préjudice économique attendu tient principalement à leur forte dépendance au détroit d'Ormuz pour le transit des biens faisant l'objet d'échanges internationaux, ainsi qu'aux dégâts infligés par les attaques, plus nombreuses qu'ailleurs, à leurs infrastructures. L'ampleur des révisions à la baisse est, en premier lieu, imputable aux dommages causés à la production et aux exportations d'hydrocarbures, mais elle s'explique aussi par un recul de l'activité économique hors hydrocarbures, en raison des répercussions du conflit sur les activités manufacturières et les services, comme le tourisme et la logistique. En outre, il est attendu que les conséquences négatives de la guerre dans le scénario de référence durent dans le temps (graphique 4, plage 2). Un certain redressement de l'activité économique est ainsi anticipé au cours des prochaines années, mais le niveau de la production en 2030 restera environ 2 % inférieur à sa tendance antérieure au conflit pour le pays médian de ce groupe.

[2]Le groupe de pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP directement touchés par la guerre est composé des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), à savoir l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar, ainsi que des autres pays bordés par le Golfe, l'Iraq et l'Iran.

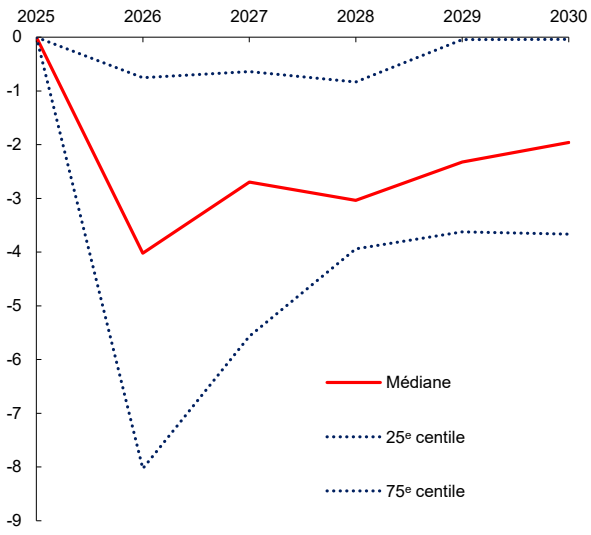
Le choc a entraîné une révision à la hausse des prévisions d'inflation à court terme établies dans l'édition d'octobre 2025 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, en raison du renchérissement des produits importés dans l'ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP directement touchés par la guerre dans le scénario de référence (graphique 5). Cependant, la magnitude de cet impact varie considérablement d'un pays à l'autre, selon le degré d'exposition (part des biens importés affectés par le conflit dans le panier de consommation) et les facteurs nationaux (par exemple une augmentation plus forte que prévu des prix intérieurs en Iran et des réformes des subventions énergétiques à Bahreïn). Ce choc contribue à une révision à la hausse de l'inflation de plus de 13 points de pourcentage en Iran, mais d'environ 0,2 point de pourcentage à Oman. Dans les autres pays du CCG et en Iraq, les révisions à la hausse des taux d'inflation sont comprises entre environ 0,5 point de pourcentage en Arabie saoudite et approximativement 1,5 point de pourcentage à Bahreïn, principalement en raison de la hausse des coûts des échanges commerciaux.

Graphique 4. Effets de la guerre au Moyen-Orient sur les perspectives de croissance

1. Révisions des prévisions de croissance pour 2026
(Variation en points de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2025, par contribution à la croissance globale)



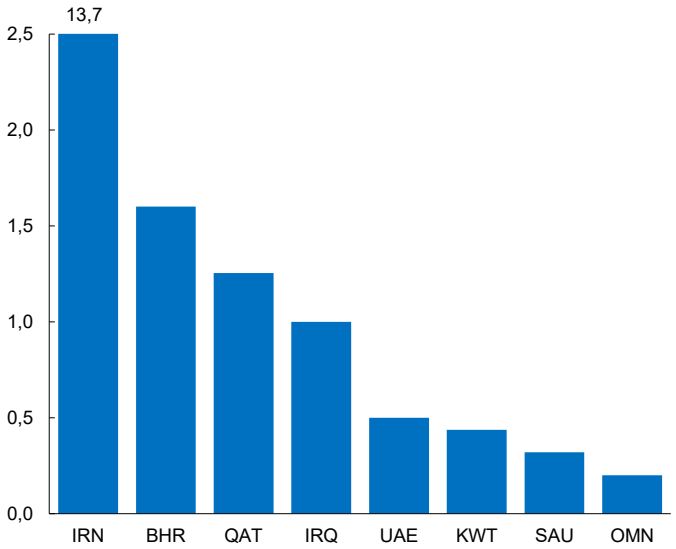
2. Prévisions de pertes de PIB réel liées au conflit dans les pays directement touchés
(Prévisions d'avril 2026 en pourcentage de celles établies en octobre 2025)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

De même, les révisions des prévisions de compte courant et de solde primaire établies dans l'édition d'octobre 2025 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* varient considérablement selon les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP directement touchés par le conflit : elles dépendent de l'importance relative des répercussions de la guerre sur, d'une part, les volumes d'exportation et de production de pétrole et, d'autre part, la hausse des prix du pétrole, mais aussi des conséquences de la guerre sur les autres exportations et sur la demande d'importations (graphique 6, plages 1 et 2). Par exemple, dans le cas d'Oman, qui n'a enregistré que des perturbations minimes du commerce et de la production, car son accès à la mer est situé entièrement en dehors du détroit d'Ormuz, le renchérissement des cours du pétrole devrait améliorer le compte courant comme le solde budgétaire primaire de plusieurs points de pourcentage par rapport à leur niveau avant la guerre. En revanche, en Iran et en Iraq, les perturbations des échanges commerciaux et de la production liées au conflit et à la fermeture du détroit d'Ormuz ont plus que contrebalancé la hausse des prix du pétrole, contribuant ainsi à une révision à la baisse tant de leur compte courant que de leur solde budgétaire. Comme expliqué plus haut, les exportations d'autres biens, dont l'aluminium, les intrants d'engrais et d'autres produits pétroliers raffinés, pâtissent aussi des répercussions du conflit. Le ralentissement de la croissance dans certains pays s'accompagne aussi d'une compression des importations, qui compense en partie les tensions inflationnistes.

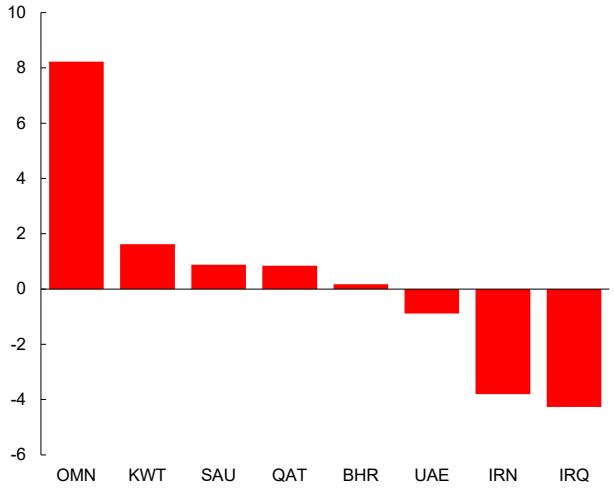
Graphique 5. Révisions des prévisions d'inflation pour 2026
(En points de pourcentage, variation entre les prévisions d'octobre 2025 et celles d'avril 2026)



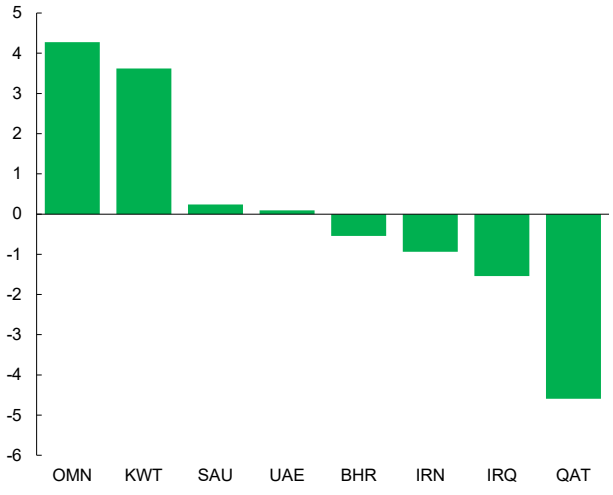
Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 6. Révisions des soldes extérieurs et budgétaires pour 2026

1. Révisions des prévisions de solde courant
(Variation en points de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2025)



2. Révisions des prévisions de solde primaire
(Variation en points de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2025)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Contrairement aux pays exportateurs de pétrole directement touchés par le conflit, les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP situés hors de la zone de conflit tirent avantage du renchérissement des hydrocarbures, lequel améliore recettes d'exportation, recettes fiscales et soldes extérieurs. En Libye, où le pétrole représente la majeure

partie des exportations et des recettes publiques, les perspectives de croissance pour 2026 ont été relevées de 2,5 points de pourcentage (tableau 1). L'Algérie se trouve aussi favorisée par l'augmentation de ses recettes issues des hydrocarbures et voit sa prévision de croissance revue à la hausse de près d'un point de pourcentage. Ces effets positifs sont, toutefois, très incertains. En Libye, les perspectives restent tributaires de la stabilité de la production de pétrole et sont exposées à l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité, facteurs qui, par le passé, ont perturbé la production et les exportations. En Algérie, la dépendance persistante aux hydrocarbures, dans un contexte de tensions budgétaires continues, compromet la pérennité des progrès réalisés et rend les perspectives sensibles à la volatilité des prix du pétrole.

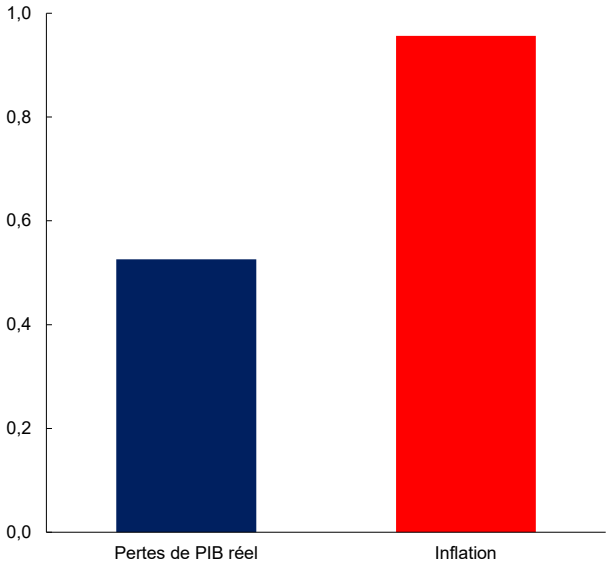
Dans le même temps, les prévisions de croissance du PIB des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont été revues à la baisse dans une moindre mesure. Celles établies en octobre ont été abaissées de seulement 0,3 % tant pour 2026 que pour 2027, dans un contexte d'évolution économique favorable à la fin de l'année 2025 et au début de l'année 2026, tandis que celles estimées juste avant la guerre ont été revues à la baisse de près d'un point de pourcentage en valeur cumulée pour 2026 et 2027 (respectivement de 1,1, de 0,6 et de 0,8 point de pourcentage en Égypte, au Pakistan et en Tunisie), sous l'effet du choc d'offre sur les produits de base. La révision des prévisions de croissance d'octobre s'avère plus marquée pour les pays à faible revenu de la région MOANAP, mais cela tient principalement au cas du Soudan, qui enregistre une forte révision, non pas à cause de la guerre au Moyen-Orient, mais de la détérioration de sa situation économique dans un contexte de conflit interne qui ne montre aucun signe d'atténuation. Par rapport aux prévisions calculées juste avant la guerre, la croissance du PIB pour ce groupe de pays a été abaissée de près de 1 % au total en 2026 et 2027.

Risques et vecteurs de contagion liés à la guerre

La poursuite de la guerre s'accompagne d'une forte augmentation des risques baissiers qui pèsent sur la région. Une guerre plus longue ou plus intense aurait des effets négatifs plus graves et plus durables, en particulier pour les économies plus exposées qui disposent d'une marge de manœuvre limitée ou qui présentent d'importants facteurs de vulnérabilité extérieure :

- **Les prix du pétrole pourraient connaître de nouvelles hausses et une volatilité accrue ou rester longtemps à des niveaux élevés si le conflit venait à s'étendre ou à s'intensifier.** Des perturbations prolongées des échanges ou une aggravation des dégâts infligés à la capacité de production de pétrole pourraient donner lieu à des prix du pétrole durablement plus élevés et à une augmentation de la prime de risque par rapport à celle actuellement intégrée dans les prix à terme du pétrole :
    - Selon les estimations du FMI, pour le pays émergent ou en développement importateur de pétrole moyen de la région MOANAP, une hausse de 10 % du prix moyen annuel du pétrole entraîne une perte de production d'environ 0,5 point de pourcentage et une accélération de l'inflation d'environ 1 point de pourcentage (graphique 7). Le choc des termes de l'échange concourrait aussi à une détérioration des soldes courants, comprise entre environ 0,3 point de pourcentage (Pakistan) et plus d'un point de pourcentage (Cisjordanie et bande de Gaza), et à une détérioration des soldes budgétaires d'approximativement 0,1 point de pourcentage (Pakistan) et 0,5 point de pourcentage (Égypte, Jordanie et Tunisie). Au Liban, la guerre en cours fait peser de graves risques en ce qu'elle accentue les pressions sur les échanges commerciaux,

Graphique 7. Effets d'une hausse de 10 % du prix du pétrole sur le PIB et l'inflation dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP
(En points de pourcentage, exercice en cours)



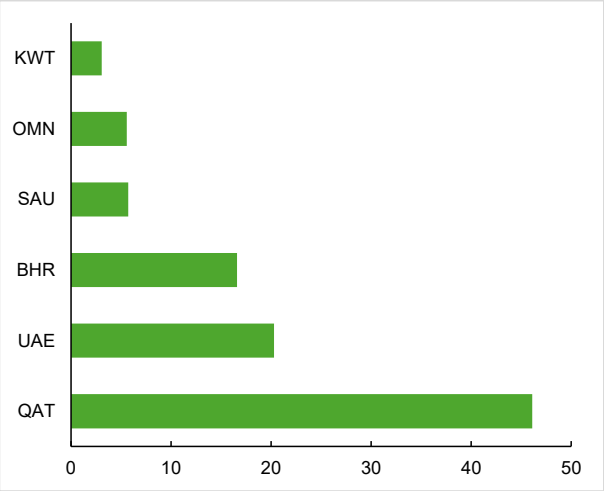
Source : Calculs des services du FMI.
Note : MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

les réserves de change et la situation humanitaire, notamment en raison des personnes déplacées à l'intérieur du pays, tout en accroissant encore l'incertitude.

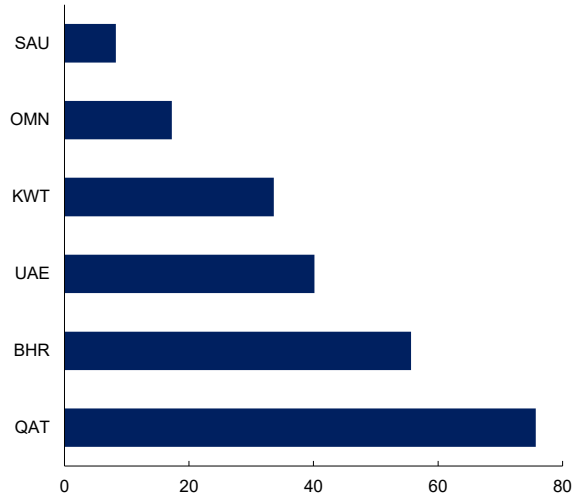
- Dans les pays du CCG et les autres pays exportateurs de pétrole, les soldes extérieurs et budgétaires pourraient s'améliorer ou se dégrader en fonction de la durée et de l'intensité du conflit, selon l'importance relative de la hausse des prix et de la diminution des volumes (toutes choses égales par ailleurs). Ainsi, parmi les pays du CCG, le Koweït est considéré comme plus sensible à ces fluctuations, en raison de sa forte dépendance aux recettes d'exportation liées au pétrole : une hausse de 10 % du prix du pétrole améliore son solde courant d'environ 4 points de pourcentage, tandis qu'une baisse de 10 % du volume des exportations le fait diminuer de près de 3 points de pourcentage. En revanche, l'Arabie saoudite est jugée moins sensible : une hausse de 10 % des prix du pétrole ou une baisse de 10 % des volumes d'exportation a des effets globalement symétriques (mais de signe opposé) sur le compte courant, de l'ordre d'un peu plus d'un point de pourcentage.

Graphique 8. Région MOANAP : exposition aux risques de dégradation liés à la guerre et facteurs de vulnérabilité

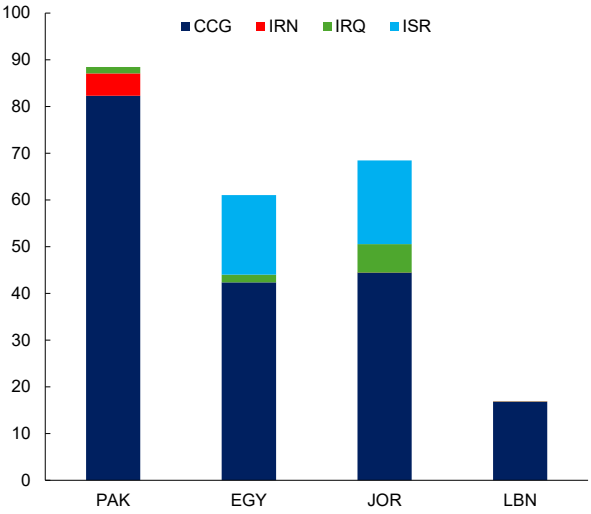
1. Dépenses touristiques annuelles avant la guerre
(En pourcentage des dépenses des ménages nationaux, moyenne de la période 2021–24)



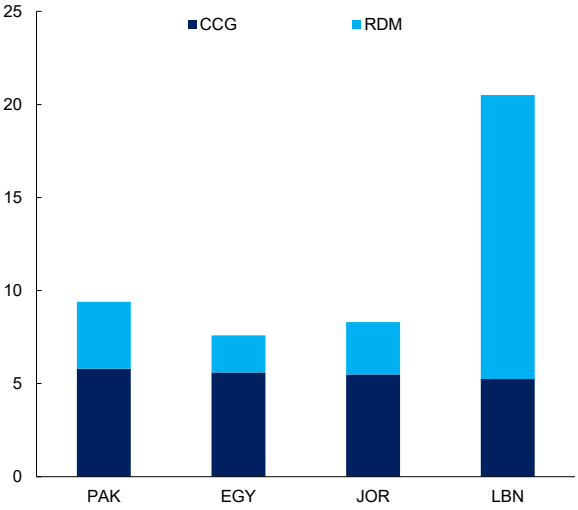
2. Part de l'eau dessalée dans l'eau distribuée
(En pourcentage, 2022)



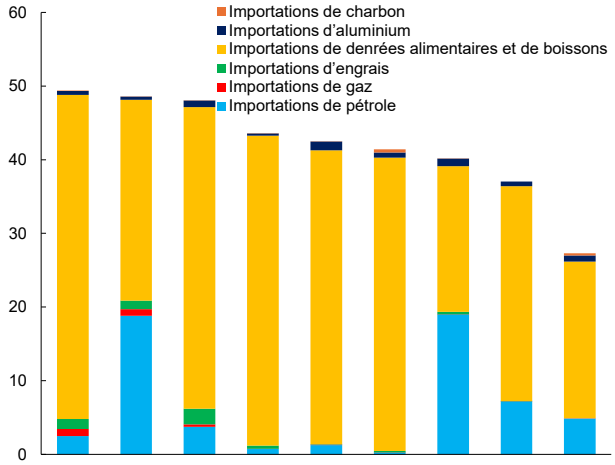
3. Sous-ensemble de pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : importations de pétrole et de gaz provenant de pays touchés par la guerre
(En pourcentage du total des importations de pétrole et de gaz, 2024)



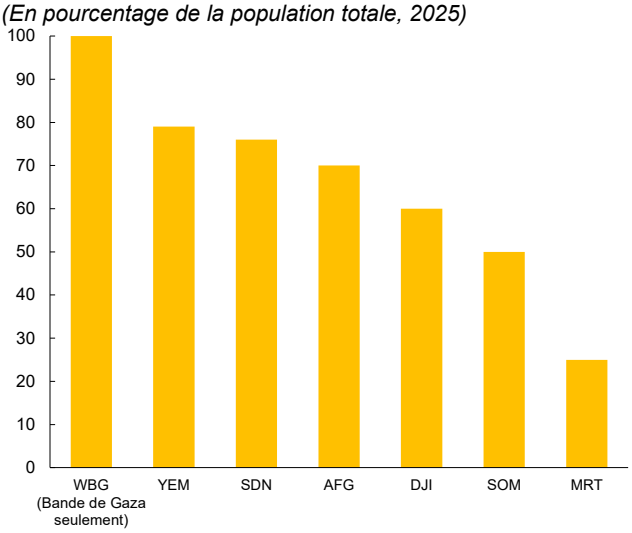
4. Sous-ensemble de pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : envois de fonds
(En pourcentage du PIB, 2024)



5. Sous-ensemble de PFR et de PFC de la région MOANAP : importations de produits de base de premier plan
(En pourcentage du total des importations de biens, 2024)



6. Sous-ensemble de PFR et de PFC de la région MOANAP : part de la population en situation d'insécurité alimentaire
(En pourcentage de la population totale, 2025)



Sources : Banque mondiale, tableau de bord mondial sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; Banque mondiale/KNOMAD, matrice bilatérale des envois de fonds ; CEPII, base de données BACI ; FAO, système Aquastat ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Dans la plage 1, les moyennes sont obtenues à partir des données disponibles pour la période 2021–24. Dans la plage 3, les données relatives à la Jordanie portent sur l'année 2023. Dans la plage 4, les parts nationales des envois de fonds entrants sont calculées à partir de la matrice bilatérale des envois de fonds de 2021 établie par la Banque mondiale et KNOMAD, tandis que les montants totaux d'envois de fonds pour chaque pays en 2024 proviennent de la Banque mondiale. Dans la plage 5, les importations d'engrais de Djibouti ne sont pas prises en compte, car elles relèvent du transit régional vers l'Éthiopie. Les importations du Yémen sont établies à partir des données concernant l'ensemble du territoire yéménite et ne tiennent pas compte des importations d'hydrocarbures faute de données suffisantes. La plage 6 présente les dernières données disponibles. L'insécurité alimentaire couvre ici les phases 2 à 5 du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PFC = pays fragiles ou touchés par un conflit ; PFR = pays à faible revenu ; RDM = reste du monde.

- **Une prolongation et une intensification du conflit auraient des effets délétères sur les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP directement touchés par la guerre, bien au-delà du secteur des hydrocarbures, par le jeu de vecteurs de transmission se renforçant mutuellement,** à commencer par les suivants :

    - *Le tourisme.* Les dépenses des touristes non-résidents sont importantes dans plusieurs pays du CCG (Bahreïn, Émirats arabes unis et Qatar ; graphique 8, plage 1). Ainsi, au Qatar, elles avoisinent la moitié des dépenses des ménages nationaux. La forte baisse du trafic aérien régional risque d'entraîner des répercussions sur le commerce de détail, les transports et les services aux entreprises. Plus généralement, les dommages subis par les infrastructures logistiques (ports, aéroports et corridors commerciaux) pourraient entraîner des perturbations durables des échanges et des services, même si les conditions de sécurité s'améliorent. Dans le même temps, le degré élevé d'incertitude pourrait peser sur l'investissement direct étranger, retardant les décisions d'investissement et assombrissant les perspectives de croissance à moyen terme.

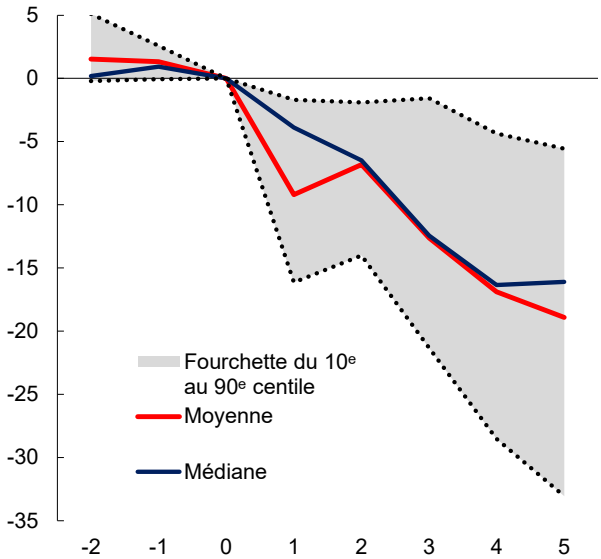
    - *Les importations de denrées alimentaires.* La part des importations dans la consommation alimentaire est supérieure à 80 % dans quatre pays membres du CCG (Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar) et à 50 % dans les deux autres (Arabie saoudite et Oman), ce qui les rend plus exposés à la hausse des coûts de transport et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les amples réserves alimentaires nationales, qui devraient durer plusieurs mois, offrent une certaine marge de protection à court terme, mais une guerre prolongée pourrait épuiser ces stocks, ce qui générerait des tensions sur les prix des denrées alimentaires.

    - *L'eau.* Plusieurs pays du Golfe sont fortement tributaires de l'eau dessalée : celle-ci représente quelque 40 % de l'eau distribuée, voire plus, à Bahreïn, aux Émirats arabes unis et au Qatar, ce qui constitue un facteur de vulnérabilité supplémentaire au niveau des infrastructures (graphique 8, plage 2).

- **Parmi les pays émergents et en développement importateurs de pétrole de la région MOANAP, certains dépendent largement des pays du Golfe tant pour leurs importations d'énergie que pour leurs flux financiers, ce qui les met en situation de risque en cas de prolongation ou d'intensification du conflit.** L'Égypte, le Liban et le Pakistan importent des quantités considérables de pétrole en provenance du CCG, représentant environ 15 % à 80 % de leurs importations totales de pétrole et de gaz, tandis que l'Égypte et la Jordanie s'approvisionnent en gaz naturel auprès d'Israël, ce gaz correspondant à un peu moins de 20 % de leurs importations totales de pétrole et de gaz (graphique 8, plage 3). L'Égypte, la Jordanie, le Liban et le Pakistan sont, en outre, de grands destinataires d'envois de fonds, et les fonds en provenance des pays du CCG, qui accueillent une forte proportion de leurs expatriés, y représentent environ 5 % du PIB (graphique 8, plage 4)[3]. Plus la guerre dure, plus la baisse des flux d'échanges et de revenus fait peser des risques importants. Ces risques sont amplifiés par des tensions macroéconomiques préexistantes, notamment le niveau élevé des besoins de financement et la faiblesse des réserves de change dans beaucoup de ces pays. Ces caractéristiques augmentent la probabilité que de nouvelles hausses des prix de l'énergie et des denrées alimentaires ne viennent entraver les efforts de désinflation en cours. De plus, si la confiance à l'échelle mondiale venait à se détériorer davantage, les risques liés au financement et aux marchés pourraient s'intensifier. Les marchés financiers ont réagi de façon modérée jusqu'à présent, mais un scénario plus défavorable pourrait entraîner un resserrement plus marqué des conditions financières mondiales, des sorties de capitaux et une accentuation des tensions sur les taux de change. Une telle évolution augmenterait les risques de refinancement pour les États fortement endettés et pourrait accroître l'interdépendance entre l'État et les banques dans certains pays.

- **Les pays à faible revenu et les autres pays fragiles ou touchés par un conflit de la région MOANAP sont particulièrement exposés au renchérissement de l'énergie, des engrais et des denrées alimentaires.** En règle générale, ces pays dépendent fortement des importations des produits de base de premier plan les plus touchés par la guerre : les denrées alimentaires et les boissons représentent entre quelque 30 % (Mauritanie, Somalie) et près de 50 % (Cisjordanie et bande de Gaza, Soudan, Syrie, Yémen) de leurs importations de biens (graphique 8, plage 5). Compte tenu de la fragilité des systèmes de protection sociale, ces chocs pourraient attiser l'inflation et aggraver l'insécurité alimentaire, qui frappe déjà plus de la moitié de la population dans certaines de ces économies (Cisjordanie et bande de Gaza, Yémen, Soudan et Afghanistan ; graphique 8, plage 6). Une hausse des prix à l'importation pourrait aussi creuser les déficits courants et générer des tensions sur les taux de change et les réserves. Là où existent déjà des défis humanitaires, l'augmentation des coûts d'importation et les éventuelles perturbations des chaînes d'approvisionnement pourraient aussi peser sur les finances publiques, amplifier les tensions sociales et accroître les risques d'instabilité macroéconomique.

Graphique 9. Évolution du PIB réel par habitant après un conflit intense et long dans les pays de la région MOANAP
(Écart en pourcentage entre le PIB observé et les prévisions réalisées avant le conflit)



Sources : *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* d'avril 2024 ; calculs des services du FMI.
Note : MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

- **S'agissant de la région MOANAP dans son ensemble, une intensification de la guerre pourrait générer des séquelles économiques plus durables et plus profondes.** D'après les données sur les conflits longs ou graves qui ont sévi dans la

[3]Il convie de noter que ce risque peut être asymétrique, car une nationalisation de la main-d'œuvre ou un ajustement budgétaire dans les pays du CCG pourrait réduire les flux entrants, même en l'absence de ralentissement économique plus marqué.

région MOANAP, ce type de conflit peut avoir des effets tenaces sur l'activité économique : cinq ans après le début du conflit, le revenu par habitant est, en moyenne, inférieur d'environ 15 % à sa tendance avant le conflit (voir graphique 9 ci-dessus). De plus, les conflits graves peuvent aussi marquer pour longtemps les investissements, les exportations et même la qualité des institutions, aboutissant à un niveau nettement plus faible ou à un état bien pire qu'en l'absence de conflit. En outre, les conflits graves ont généralement d'importantes répercussions négatives sur les pays limitrophes, provoquant une diminution immédiate d'environ 1,5 % de la production par habitant et une baisse supplémentaire d'environ 6 % une dizaine d'années plus tard en moyenne (voir le chapitre 2 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale).* Dans le contexte actuel, il convient de noter que la plupart des pays du CCG disposent d'amples marges de protection qui pourraient être utilisées pour atténuer les risques à moyen terme. Néanmoins, plus la guerre se prolonge, plus le risque est grand que des perturbations à court terme n'entraînent des pertes pérennes de production et d'emplois.

La faiblesse des marges de manœuvre place les décideurs de la région MOANAP devant des choix délicats

Face à la situation actuelle, la réponse appropriée dépendra de plusieurs facteurs, notamment de l'ampleur et de la persistance du choc, des facteurs de vulnérabilité propres à chaque pays et de l'espace budgétaire, monétaire et financier disponible. Cependant, le contexte général est devenu nettement plus difficile. La priorité pour les responsables de l'action publique est de contenir l'instabilité macroéconomique, de protéger les populations les plus vulnérables et d'assurer la résilience de leurs pays si les risques de détérioration venaient à se concrétiser.

Politique budgétaire

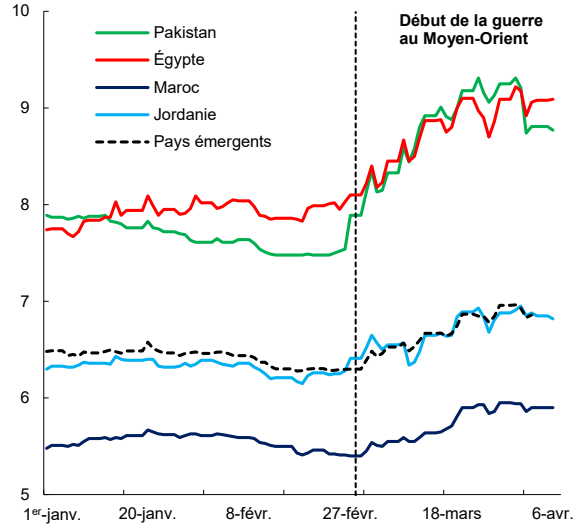
La guerre au Moyen-Orient risque d'accentuer les tensions budgétaires dans l'ensemble de la région MOANAP par l'intermédiaire de quatre canaux principaux : la baisse des recettes, l'augmentation de la facture des subventions à l'énergie, les éventuelles dépenses liées aux réfugiés et la hausse des coûts d'emprunt. Ces tensions surviennent à un moment où la marge de manœuvre budgétaire est souvent déjà plus restreinte qu'avant la pandémie, ce qui complique les arbitrages, en particulier pour les importateurs d'énergie et les pays à faible revenu, où l'aide publique au développement a diminué :

- **Un renchérissement de l'énergie peut rapidement alourdir les coûts budgétaires lorsque les prix intérieurs sont en partie déconnectés des prix internationaux.** Les subventions à l'énergie demeurent considérables dans plusieurs pays de la région MOANAP (graphique 11, plage 1). Dans les pays directement touchés par le conflit, l'ampleur des subventions en 2024 était estimée à quelque 5 % du PIB en moyenne dans les pays du CCG, à environ 5 % du PIB en Iran et à un peu moins de 6 % en Iraq. Les subventions sont aussi importantes en Algérie et en Égypte (autour de 10 % du PIB) et en Libye (approximativement 16 %). Dans les pays où les prix au détail du carburant et de l'électricité sont subventionnés, la récente hausse des prix du pétrole et du gaz pourrait, par conséquent, entraîner une augmentation des coûts budgétaires ou des pertes quasi budgétaires dans les entreprises de services publics. Une telle situation est particulièrement probable dans les pays importateurs nets d'énergie et les pays dont les finances publiques sont déjà fragiles.
- **Un afflux de réfugiés, s'il venait à se produire, pourrait générer des besoins budgétaires substantiels dans les pays d'accueil situés à proximité de la zone de conflit.** Lors d'épisodes précédents, le coût budgétaire ajusté de l'accueil des réfugiés a avoisiné 5 % du PIB en Jordanie et au Liban. L'aide publique au développement a couvert une grande part de ces coûts, mais pas la totalité (graphique 11, plage 2). Si la guerre venait à engendrer de nouveaux flux transfrontaliers de grande ampleur, les pays d'accueil en première ligne pourraient être confrontés à des tensions immédiates sur leurs dépenses dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'eau, de l'assainissement et de la sécurité, ce qui exercerait alors des pressions supplémentaires sur la situation budgétaire.

- **Les conditions de financement des emprunteurs souverains se sont déjà durcies.** Depuis le début de la guerre, les rendements des obligations souveraines en devises ont sensiblement augmenté dans plusieurs pays de la région MOANAP (graphique 10). Le Pakistan et l'Égypte ont enregistré les plus fortes hausses, leurs rendements dépassant 9 % à la fin du mois de mars, contre environ 8 % avant la guerre. En Jordanie et au Maroc, ils ont aussi monté, passant respectivement d'environ 6 % et 5,5 % à près de 7 % et approximativement 6 %. Ces augmentations sont significatives, compte tenu des besoins de financement déjà considérables et du lourd fardeau de la dette dans de nombreux pays. Par exemple, par rapport à 2019, la dette publique brute devrait être nettement plus élevée en 2026 à Bahreïn (plus de 150 %, contre moins de 100 % du PIB ; graphique 11, plage 3), ainsi qu'en Égypte, en Iraq et en Jordanie. Les paiements d'intérêts ont bondi dans certains cas, atteignant un peu moins de 15 % du PIB en Égypte et plus de 7 % à Bahreïn (graphique 11, plage 4).

Graphique 10. Rendements des obligations souveraines

(En pourcentage, rendement composite des obligations en devises)



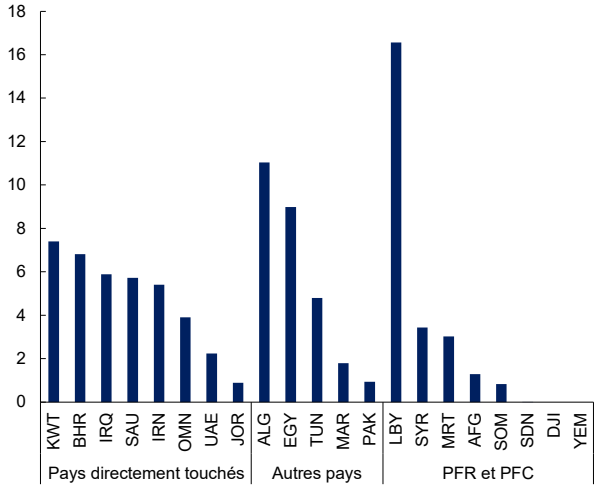
Source : Bloomberg Finance L.P.
Note : Données au 6 avril 2026.

Dans ce contexte, la politique budgétaire devrait être soigneusement adaptée à l'ampleur et à la durée du choc et calibrée en fonction de l'espace budgétaire disponible, tout en tenant dûment compte des importants risques de dégradation des perspectives (et de la nécessité éventuelle d'utiliser de nouveau cette marge à l'avenir).

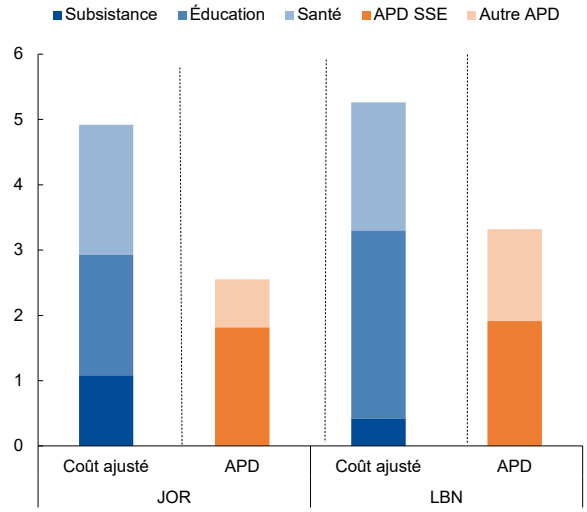
- **Les pays qui disposent de marges de manœuvre budgétaires peuvent laisser les stabilisateurs automatiques jouer leur rôle et, si nécessaire, mettre en place des transferts limités et bien ciblés pour protéger les populations les plus vulnérables, tout en maintenant une orientation budgétaire globale compatible avec la stabilité de la dette.** Dans les zones qui subissent des dégâts liés au conflit, il est aussi possible d'utiliser ces marges de manœuvre pour soutenir les travaux de reconstruction essentiels et assurer le maintien des services stratégiques. Toutefois, ces mesures devraient être limitées dans le temps, être chiffrées de façon transparente et s'inscrire dans des cadres budgétaires crédibles à moyen terme afin de garantir la reconstitution des réserves une fois que la situation se normalisera. Les pays exportateurs de pétrole qui ne sont pas directement touchés par la guerre devraient utiliser les recettes exceptionnelles actuelles pour étoffer leurs réserves, compte tenu de la forte incertitude et des risques au niveau mondial au cours de la période à venir.

Graphique 11. Tensions budgétaires et facteurs de vulnérabilité dans la région MOANAP

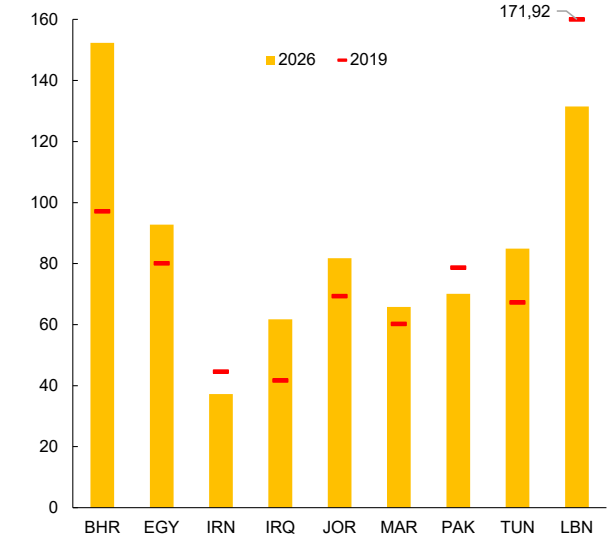
1. MOANAP : subventions explicites à l'énergie
(En pourcentage du PIB, 2024)



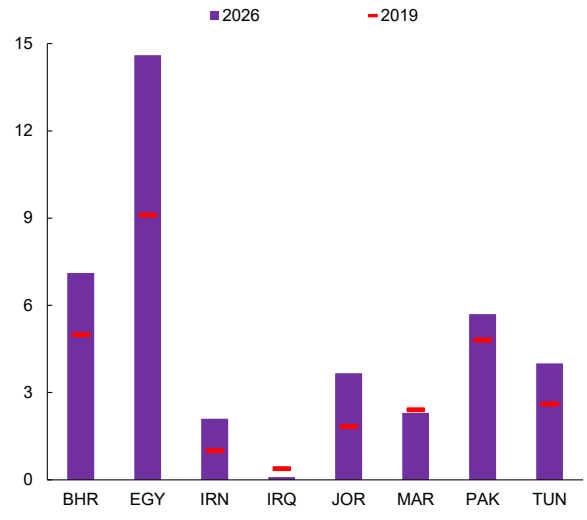
2. Coûts récurrents possibles de l'accueil des réfugiés et soutien des donateurs lors de crises passées
(En pourcentage du PIB, moyenne 2010–21)



3. Dette publique brute
(En pourcentage du PIB)



4. Paiements d'intérêts
(En pourcentage du PIB)



Sources : Banque mondiale ; Bloomberg Finance L.P. ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; FMI, *Fossil Fuel Subsidies Data 2025 Update* ; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Organisation mondiale de la santé ; calculs des services du FMI.
Note : Dans la plage 1, les subventions énergétiques désignent les subventions explicites, c'est-à-dire la sous-tarification des coûts d'approvisionnement. Elles rendent compte à la fois des coûts budgétaires directs (inscrits au budget) et des pertes indirectes ou de la diminution des bénéfices des entreprises publiques du secteur de l'énergie. Les produits combustibles comprennent le pétrole, le gaz naturel, le charbon et l'électricité. La valeur indiquée pour l'Iran est une estimation théorique pour 2023. Dans la plage 2, les réfugiés sont ceux couverts par le mandat de l'UNRWA. L'agrégat « APD SSE » comprend l'aide publique au développement (APD) destinée à l'accueil de réfugiés, plus directement liée aux besoins de subsistance ainsi qu'aux services de santé et d'éducation ; l'agrégat « Autre APD » regroupe le reste de l'APD. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PFC = pays fragiles ou touchés par un conflit ; PFR = pays à faible revenu.

- **Les pays dont la marge de manœuvre budgétaire est faible devraient suivre une approche plus prudente.** Les mesures de soutien, lorsqu'elles sont nécessaires, devraient être bien ciblées, temporaires et, de préférence, sans effet sur le budget, et être financées grâce à une redéfinition des priorités de dépense, une meilleure mobilisation des recettes ou une réduction des subventions mal délimitées. À l'inverse, il convient d'éviter les mesures de large portée financées par des déficits, car elles risquent de compromettre la viabilité de la dette et d'entraver les efforts sur le plan monétaire visant à contenir l'inflation. En outre, un resserrement de la politique budgétaire pourrait s'imposer pour contenir les déséquilibres macroéconomiques. Dans les pays importateurs de pétrole en particulier, il serait bon de préférer les aides ciblées à un soutien généralisé des prix. Les pays exportateurs de pétrole, favorisés par le renchérissement de l'énergie, devraient se garder d'engager des dépenses procycliques et devraient plutôt épargner ces recettes exceptionnelles, reconstituer leurs marges de manœuvre budgétaires et renforcer leur résilience face à de futurs chocs.

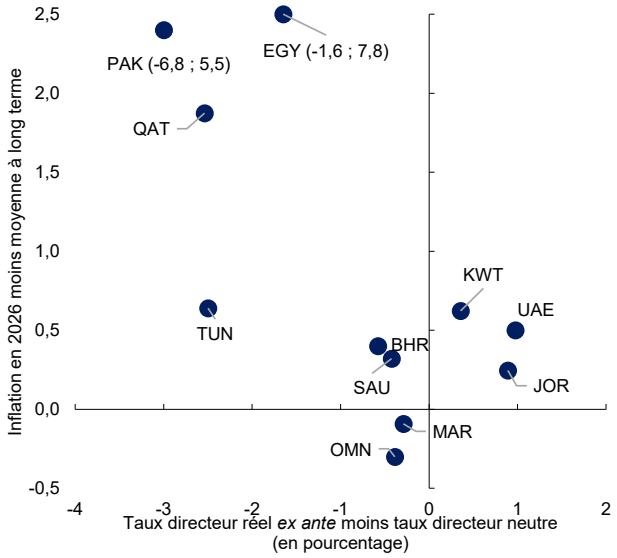
Graphique 12. Hiérarchie des mesures de soutien budgétaire

Gravité du choc	Pour les particuliers	Pour les entreprises
	Étendre les dispositifs existants axés sur les personnes vulnérables	
	- Réaliser des transferts ponctuels en espèces aux classes moyennes touchées - Appliquer des réductions ciblées et temporaires sur les tarifs réglementés des produits de base	Indemniser les entreprises touchées au titre des tarifs réglementés
	Lisser les factures d'énergie ou accorder des remises temporaires sur les factures	Octroyer aux entreprises viables des prêts temporaires garantis par l'État
	Si la sécurité alimentaire est menacée, mettre en place des dispositifs de prix subventionnés (plafonnements de prix ou allègement fiscal) assortis de clauses de caducité	Déployer des lignes de crédit temporaires ; accorder des reports de paiement des impôts et des cotisations sociales

Sources : Amaglobeli, David, Emine Hanedar, Gee Hee Hong et Céline Thévenot (2022), « Fiscal Policy for Mitigating the Social Impact of High Energy and Food Prices », note du FMI n° 2022/001 ; Jeasakul, Phakawa (2020), « Considerations for Designing Temporary Liquidity Support to Businesses », série spéciale du FMI sur la COVID-19, département des marchés monétaires et de capitaux.

- **Dans tous les scénarios, il convient d'éviter les dispositifs généralisés de contrôle des prix et les subventions à l'énergie non ciblées, car ces mécanismes faussent les incitations, sont coûteux et s'avèrent difficiles à supprimer sur le plan politique.** Les mesures de soutien devraient plutôt se concentrer sur les segments qui sont le moins à même de supporter une hausse des prix et sur les entreprises normalement viables, mais confrontées à des difficultés temporaires de trésorerie. Les mesures qui composent la réponse des pouvoirs publics diffèrent selon l'intensité du choc (graphique 12). Les importateurs de pétrole qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée devraient s'efforcer de contenir l'augmentation des subventions à l'énergie, à la fois en autorisant des ajustements significatifs des prix de l'énergie et en s'engageant à maintenir ces prix ajustés pendant un certain temps après que le choc se sera atténué. Là où existent des mécanismes d'ajustement automatique des prix, il conviendrait de déterminer si les mécanismes en place permettent une répercussion des prix adaptée (en termes

Graphique 13. Inflation et orientation de la politique monétaire
(Écart en points de pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Le dernier taux d'intérêt directeur réel *ex ante* est égal à la différence entre le dernier taux directeur nominal et la projection de taux d'inflation en fin de période pour 2026. Par hypothèse, pour les pays dont la monnaie est rattachée au dollar, on retient un objectif d'inflation égal à 2 %, et pour les pays qui ne disposent pas d'objectif d'inflation explicite, on utilise la moyenne sur dix ans des taux d'inflation effectifs. Les taux naturels sont ceux estimés par le FMI au chapitre 2 de l'édition de mai 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

d'ampleur et de rapidité) à la marge de manœuvre budgétaire disponible. Si nécessaire, ces pays peuvent envisager un ajustement ponctuel des prix, en plus de ce que prévoient les mécanismes, afin de préserver leur espace budgétaire.

Politique monétaire

Les tensions inflationnistes résultant du renchérissement de l'énergie et des denrées alimentaires pourraient appeler une riposte monétaire rapide, laquelle devrait concorder avec la réponse apportée par la politique budgétaire. Toutefois, le rythme et l'ampleur appropriés des actions dépendront des cadres de politique monétaire et des conditions initiales de chaque pays, et, surtout, du niveau et de la persistance de l'inflation (qui, par exemple, devrait atteindre près de 8 % en Égypte et 5,5 % au Pakistan en 2026 ; graphique 13). La clarté de la communication reste déterminante pour éviter toute réaction excessive des marchés face aux nouvelles données et pour maintenir l'ancrage des anticipations d'inflation, en particulier dans le cas des banques centrales dont la crédibilité est entamée.

- **La question de savoir si les banques centrales doivent ou non faire abstraction, dans un premier temps, du choc sur l'offre variera d'un pays à l'autre, en fonction de la dynamique de l'inflation et de l'orientation de la politique monétaire.** Dans les pays où l'inflation est déjà élevée et où la politique monétaire demeure accommodante, il n'y a guère de place pour l'attentisme. Il pourrait être nécessaire de donner immédiatement un tour de vis, ou à tout le moins de conserver une orientation restrictive plus longtemps, afin de contenir les effets de second tour et de maintenir l'ancrage des anticipations d'inflation. À l'inverse, les pays où, au début du conflit, l'inflation était proche de son objectif et les taux directeurs étaient déjà résolument supérieurs au taux neutre pourraient être en mesure de faire abstraction du choc sur l'offre, à condition que les anticipations demeurent bien ancrées, et les tensions sur les taux de change, limitées. Les pays qui sont bien placés, grâce à une inflation proche de son objectif et des taux supérieurs au taux neutre, devraient réexaminer régulièrement l'orientation de leur politique monétaire pour s'assurer qu'elle reste en phase avec les évolutions attendues.
- **Lorsque le régime de change est flexible, il conviendrait de laisser la monnaie jouer son rôle d'amortisseur, ce qui faciliterait l'ajustement des prix relatifs et éviterait d'importantes pertes de réserves.** Par exemple, l'Égypte a permis au taux de change de servir d'amortisseur : sa monnaie s'est dépréciée d'environ 13 % à 15 % depuis le 18 février. Il faudrait toutefois surveiller de près les risques de dépréciation, en particulier lorsque la répercussion des taux de change sur l'inflation est forte ou que les anticipations sont fragiles. Dans ces cas, un resserrement de la politique monétaire pourrait s'avérer justifié pour empêcher le désancrage des anticipations inflationnistes. Des fluctuations excessives ou désordonnées des taux de change pourraient amplifier l'impact de la hausse des prix des produits de base sur l'inflation et la stabilité financière. Le Cadre stratégique intégré *(Integrated Policy Framework)* du FMI fournit des orientations utiles pour adapter les mesures à prendre lorsque ces risques sont imminents.
- **Lorsque le régime de change est fixe ou strictement dirigé, la politique monétaire devrait rester conforme aux exigences de l'ancrage.** Pour préserver la crédibilité du régime, les taux d'intérêt devront d'une manière générale suivre l'évolution de la monnaie d'ancrage, tout en conservant des réserves de change suffisantes pour faire face à d'éventuelles sorties de capitaux. Il faudra peut-être relever les taux directeurs par rapport à la monnaie de référence si les primes de risque pays augmentent. En cas d'accentuation des tensions extérieures, des mesures temporaires de gestion de la liquidité, comme des opérations d'open-market ou une augmentation du ratio de réserves obligatoires, pourraient aider à préserver le fonctionnement ordonné du marché sans compromettre le régime de change.

Politiques relatives au secteur financier

Il conviendrait de réajuster les politiques du secteur financier en fonction de la solidité des volants de capitaux et de la stabilité du financement externe dans les différents systèmes bancaires. Dans la région MOANAP, les facteurs de vulnérabilité varient considérablement : il existe un éventail de situations allant de systèmes bancaires reposant sur des dépôts et bien capitalisés dans plusieurs pays du CCG à des systèmes confrontés à une exposition au risque souverain plus forte, des conditions de liquidité plus tendues ou une dépendance vis-à-vis des flux extérieurs chez certains pays importateurs de pétrole et pays fragiles. Une vigilance accrue s'impose tout particulièrement dans les pays caractérisés par une dette publique élevée et d'importants portefeuilles bancaires de titres souverains nationaux

(Égypte, Jordanie, Pakistan et Tunisie, par exemple), où la hausse des coûts d'emprunt pourrait rapidement générer des pressions sur les bilans des banques :

- **Les instances de contrôle devraient renforcer le suivi et l'évaluation des risques.** Il s'agit notamment d'accroître la surveillance des positions de liquidité en devises et des déficits de financement extérieur à court terme, de suivre de près les risques de refinancement et les asymétries de change, ainsi que d'évaluer les expositions de crédit concentrées sur les secteurs les plus touchés par le choc. Ces risques peuvent s'accentuer rapidement dans des contextes alliant hausse des coûts d'emprunt, tensions sur les taux de change et ralentissement de la croissance. Chez les importateurs de pétrole de la région MOANAP, l'alourdissement de la facture d'importation des produits énergétiques et l'augmentation des tensions sur les taux de change pourraient mettre les emprunteurs à rude épreuve et accroître le risque de crédit, en particulier dans les secteurs comme le tourisme, les échanges et le transport (par exemple au Maroc, en Jordanie et en Tunisie). Dans les pays fragiles ou touchés par un conflit, les retards de paiement et le ralentissement de l'activité économique pourraient peser davantage sur la qualité des actifs. Il est essentiel de détecter de façon précoce les facteurs de vulnérabilité afin d'empêcher que des tensions localisées ne se propagent à l'ensemble du système financier.
- **La préservation de la liquidité et la préparation aux crises devraient aussi figurer parmi les priorités.** Les autorités devraient suivre étroitement les tensions en matière de financement, en particulier en devises, et se ternir prêtes à contenir les problèmes de liquidité naissants. Ceci est particulièrement important dans les pays où les besoins de financement extérieur sont considérables, ou les réserves de change, limitées (comme l'Égypte et le Pakistan), étant donné que la volatilité des flux de capitaux pourrait resserrer les conditions de liquidité. Les banques centrales devraient veiller à ce que les établissements solvables aient rapidement accès à des facilités de liquidité, lesquelles peuvent contribuer à stabiliser les marchés et à empêcher que des tensions temporaires ne prennent une dimension systémique. Une communication et des cadres opérationnels clairs peuvent renforcer la confiance et réduire le risque d'ajustements désordonnés.
- **L'action publique dans ce domaine devrait limiter l'accumulation des risques bilanciels et éviter d'accroître l'interdépendance entre l'État et les banques.** Les instances de contrôle devraient dissuader les banques de s'exposer de manière excessive à la dette souveraine, surtout dans un contexte d'augmentation des besoins de financement de l'État, car cela pourrait aggraver les facteurs de vulnérabilité tant du secteur financier que des finances publiques. Ce risque est particulièrement important dans plusieurs pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, où les banques détiennent déjà une part importante de la dette publique intérieure et pourraient être confrontées à une demande accrue de financements publics. Dans les pays où les besoins de financement public sont importants et où les rendements des obligations souveraines sont élevés, les banques pourraient décider de réorienter davantage leurs portefeuilles vers les effets publics, recentrage qui risquerait d'évincer le crédit privé et de peser sur l'activité hors hydrocarbures, d'où la nécessité d'une surveillance attentive.

Politiques structurelles

La rupture des chaînes d'approvisionnement régionales a révélé à quel point de nombreux pays de la région MOANAP demeurent fortement tributaires d'un ensemble restreint de fournisseurs, d'itinéraires de transit et d'infrastructures essentielles. Par conséquent, la priorité immédiate est d'ancrer la résilience au cœur des stratégies commerciales et de diversification. À moyen terme, l'action publique devrait viser à atténuer les effets d'hystérèse, y compris par des mesures destinées à favoriser le développement du secteur privé, attirer les investissements directs étrangers, renforcer la gouvernance et les institutions et soutenir la croissance de la productivité.

Pour les importateurs de pétrole, en particulier les pays à faible revenu et les pays fragiles, cela suppose de construire des systèmes énergétiques diversifiés, incluant les énergies propres. Mettre en place plusieurs couloirs d'importation de combustibles, investir dans des installations de stockage de GNL et adhérer à des accords commerciaux transfrontaliers sur l'électricité sont autant de mesures à même de réduire les répercussions macrofinancières de futures perturbations. En parallèle, des actions visant à accroître les réserves stratégiques de combustibles et de céréales, à diversifier les sources d'importation de denrées alimentaires et à moderniser les réseaux de stockage et de distribution contribueront à protéger les ménages et les entreprises contre les pénuries et les soudaines hausses de prix. En outre, les pays à faible revenu et les pays fragiles, tels que le Soudan et le Yémen,

auraient besoin d'obtenir une aide publique au développement supplémentaire et de s'appuyer sur l'aide humanitaire, car la mise en œuvre des réformes nécessaires à l'amélioration de leur résilience à long terme requiert des investissements qui dépassent les capacités budgétaires et financières de bon nombre de ces pays.

Les exportateurs du CCG sont confrontés à des défis particuliers. Leurs programmes de diversification doivent viser à renforcer la résilience de l'économie en consolidant les infrastructures régionales et en améliorant l'intégration des infrastructures de transport, d'énergie et des chaînes d'approvisionnement essentielles. Il s'agit notamment de réduire la dépendance vis-à-vis des nœuds de transport et d'infrastructures stratégiques vulnérables en renforçant les capacités de stockage excédentaires et les ports, les oléoducs, les gazoducs et les couloirs terrestres de substitution ; en accélérant la coordination logistique régionale concernant les produits de première nécessité ; et en permettant un dédouanement prioritaire des denrées alimentaires, des combustibles et des médicaments en cas de crise. Les pays du CCG concentrent près de la moitié de la capacité mondiale de dessalement, et c'est pourquoi il est essentiel d'y améliorer la résilience des réseaux d'eau et d'électricité et des réseaux numériques. Toute perturbation de ces systèmes aurait des répercussions quasi immédiates sur l'économie et la société.

L'approfondissement de l'intégration régionale offre une protection supplémentaire contre les chocs extérieurs : les marchés transfrontaliers de l'électricité et du gaz permettent de mettre en commun les capacités inutilisées et de faciliter le partage de l'énergie en cas d'urgence, des normes commerciales harmonisées et des systèmes douaniers à guichet unique peuvent accélérer la circulation des produits essentiels et, enfin, les lignes de crédit réciproque entre banques centrales ou des facilités régionales de liquidité peuvent atténuer les contractions soudaines du financement.

Le FMI renforce ses activités dans la région et se tient prêt à intensifier son soutien

Le FMI accroît son engagement envers les pays de la région MOANAP en leur apportant des conseils de politique économique, une assistance technique et, le cas échéant, un appui financier. Depuis le début de la guerre, le FMI collabore étroitement avec les autorités nationales en fournissant des conseils en temps utile. Le développement des capacités reste un pilier central du soutien du FMI : plus de 380 projets d'assistance technique ont été mis en œuvre au cours de l'exercice 2025, pour un montant total de 17,6 millions de dollars, et les modalités d'exécution ont été adaptées au cours de l'exercice 2026 afin d'assurer la continuité des activités malgré les contraintes relatives à la sécurité et à la logistique.

Depuis le début de 2020, le FMI a approuvé près de 46 milliards de dollars de financements dans l'ensemble de la région. Son engagement sous forme de programmes s'est renforcé dans plusieurs pays. En Égypte, l'accord au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) appuyé par le FMI, d'un montant d'environ 8,1 milliards de dollars, continue de servir de pilier à la stabilisation macroéconomique, en mettant l'accent sur la flexibilité du taux de change, l'assainissement des finances publiques et les réformes structurelles en faveur d'une croissance tirée par le secteur privé. En Jordanie, l'accord au titre du MEDC d'une durée de quatre ans approuvé en 2024 (environ 1,2 milliard de dollars) soutient la viabilité budgétaire et les efforts de réforme visant à renforcer la résilience, tandis que l'accord au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) conclu en 2025 est axé sur le traitement des facteurs de vulnérabilité dans les secteurs de l'énergie et de l'eau. Au Maroc, la ligne de crédit modulable (LCM), qui rend disponible un montant d'environ 4,8 milliards de dollars, constitue une importante marge de manœuvre extérieure, complétée par un accord au titre de la FRD d'environ 1,3 milliard de dollars en vue d'étayer les réformes liées au climat. La Mauritanie continue de bénéficier d'un appui au titre d'un programme combiné FEC/MEDC et de la FRD, pour un montant total d'environ 0,5 milliard de dollars, destiné à renforcer la stabilité macroéconomique et à faire avancer la transformation structurelle. L'engagement du FMI envers le Pakistan demeure essentiel. Le programme au titre du MEDC appuyé par le FMI au Pakistan, d'un montant de quelque 7,2 milliards de dollars, vise principalement à rétablir la stabilité macroéconomique, à reconstituer les marges de manœuvre extérieures et à poursuivre les réformes en matière de gestion budgétaire, de tarification de l'énergie et de gouvernance.

Les pays fragiles et les pays à faible revenu restent une priorité. La Somalie continue de recevoir un soutien dans le cadre d'un nouvel accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), d'environ 0,1 milliard de dollars, après avoir bénéficié d'un allégement de sa dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (initiative PPTE). Le FMI poursuit aussi son étroite collaboration avec le Liban et la Syrie grâce à ses très nombreuses missions d'assistance technique et au fécond dialogue de politique générale qu'il entretient avec ces pays. Il continue de soutenir le Soudan par une assistance technique et un renforcement des capacités. Plus généralement, compte tenu des investissements considérables dont ont besoin les pays à faible revenu et les pays fragiles ou touchés par un

conflit pour assurer leur résilience, les activités de développement des capacités et les orientations de politique économique en vue de mettre en place des cadres à moyen terme ont pour objectif d'aider les autorités à évaluer à la fois les coûts et l'ordonnancement des stratégies d'investissement possibles.

Le FMI a aussi renforcé sa présence régionale, notamment grâce à l'ouverture d'un nouveau bureau à Riyad, et élargi son assistance technique. Il se tient prêt à intensifier son soutien, sous forme de financements et d'activités de développement des capacités, en tant que de besoin si des risques de dégradation venaient à se concrétiser.

Région Caucase et Asie centrale : la résilience se maintient

Jusqu'ici, la guerre au Moyen-Orient a eu un effet limité sur les pays de la région CAC. Celle-ci poursuit sa transition d'un état conjuguant croissance du PIB supérieure à son potentiel et inflation élevée à une trajectoire plus modérée et durable. La forte volatilité des prix des produits de base et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées à la guerre ajoutent une nouvelle strate d'incertitude aux perspectives économiques de la région. Tout en continuant à assurer un atterrissage en douceur après les bons résultats économiques enregistrés ces dernières années, les décideurs de la région CAC devront aussi se préparer aux répercussions potentielles de la guerre sur la croissance, l'inflation et la viabilité des finances publiques.

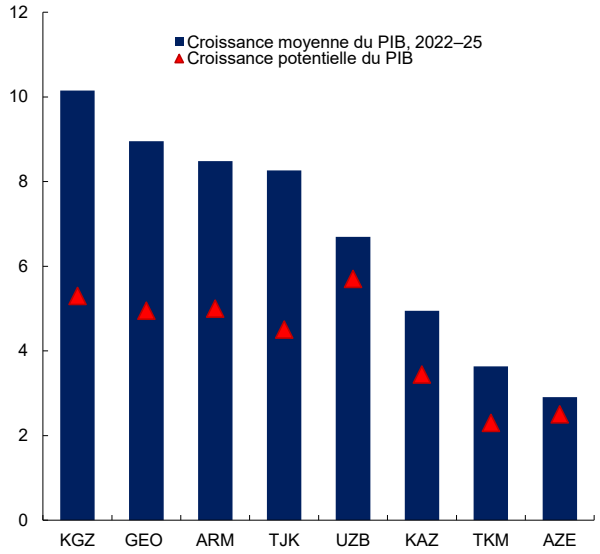
La croissance dépasse une nouvelle fois les prévisions

En 2025, la région CAC a affiché une croissance de 6,2 %, un chiffre supérieur d'environ un demi-point de pourcentage aux projections établies dans l'édition d'octobre dernier des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*. La croissance du PIB est restée au-dessus de son taux potentiel estimé (graphique 14, plage 1), sachant que la hausse continue des salaires réels, les dépenses publiques soutenues et le dynamisme des envois de fonds ont tous stimulé la demande globale, tandis que le Kazakhstan a bénéficié de la vitalité de son secteur extractif. Presque tous les pays de la région ont vu leurs prévisions de croissance revues à la hausse, à l'exception de l'Azerbaïdjan, où la production et les investissements dans les secteurs du pétrole et du gaz se sont avérés plus faibles qu'anticipé, ce qui a pesé sur la croissance.

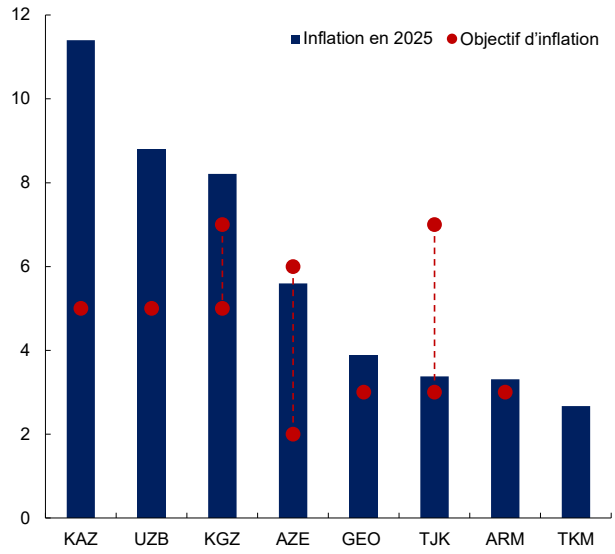
Tirée par le renchérissement des denrées alimentaires et les tensions générées par la demande intérieure, l'inflation a augmenté et s'est maintenue au-dessus de l'objectif de la banque centrale dans plusieurs pays, ce qui a conduit les banques centrales du Kazakhstan, de la République kirghize et de l'Ouzbékistan à donner un tour de vis (bien que le taux d'intérêt réel demeure négatif en République kirghize ; graphique 14, plage 2). Dans plusieurs pays, les banques centrales ont assoupli leur politique étant donné que l'inflation restait proche de la borne inférieure de la fourchette cible (Tadjikistan) ou que l'on s'attendait à ce que celle-ci converge vers le milieu de la fourchette (Azerbaïdjan).

Graphique 14. Marge de manœuvre macroéconomique et tensions inflationnistes

1. Croissances effective et potentielle du PIB
(En pourcentage)



2. Objectifs d'inflation et inflation effective en 2025
(En pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

La politique budgétaire est, à juste titre, devenue anticyclique en 2025 dans la plupart des pays du CCA, les soldes budgétaires primaires s'étant généralement révélés meilleurs que prévu en octobre. Les pays exportateurs de pétrole ont réduit leur déficit primaire hors pétrole de 1,5 % du PIB hors pétrole en moyenne, sous l'effet conjugué d'une compression des dépenses et de recettes hors pétrole supérieures aux projections (Azerbaïdjan, Kazakhstan), mais aussi du dynamisme de la croissance nominale. Parmi les pays importateurs de pétrole, le déficit budgétaire a diminué en Arménie, en Géorgie et en Ouzbékistan, grâce à la hausse des recettes et au report de certaines dépenses d'investissement (Arménie, Géorgie). Les déficits budgétaires ne se sont creusés qu'en République kirghize et au Tadjikistan à cause de l'accroissement des dépenses courantes et d'investissement, bien que moins qu'attendu. La vigueur de la croissance et l'ampleur plus faible que prévu des déficits ont fait baisser le ratio dette/PIB dans tous les pays de la région CAC.

Le niveau bas des prix du pétrole et la forte croissance des importations (Kazakhstan) ont détérioré la position extérieure des pays exportateurs de pétrole de la région CAC. À l'inverse, les pays importateurs de pétrole ont vu leur solde extérieur s'améliorer, favorisé par l'essor continu des exportations et le dynamisme des envois de fonds nets (Géorgie, République kirghize, Tadjikistan, Ouzbékistan) et par le repli des importations dans un contexte de recul des prix du pétrole (Géorgie). La couverture des réserves a continué d'augmenter dans la plupart des pays de la région CAC, soutenue par la réévaluation des avoirs en or sur fond de hausse des cours de l'or et, dans le cas de la Géorgie, par d'importantes entrées de capitaux.

La croissance devrait ralentir

La croissance devrait diminuer pour s'établir à 4,8 % en 2026 dans la région CAC, un taux proche de la prévision calculée en octobre 2025. Ce ralentissement tient principalement à l'affaiblissement attendu des vents favorables extérieurs, alors que l'on suppose que la guerre au Moyen-Orient pèsera sur l'activité sous l'effet de l'accentuation de l'incertitude et du choc sur les termes de l'échange pour les importateurs de pétrole. Parmi les pays exportateurs de pétrole et de gaz, seul le Turkménistan devrait voir sa production d'énergie augmenter grâce à la mobilisation de ses capacités inutilisées, tandis que le Kazakhstan devrait bénéficier des effets indirects de la hausse des prix sur la production non pétrolière. Dans les pays importateurs de pétrole, plusieurs facteurs nationaux devraient compenser l'impact négatif du choc des termes de l'échange sur l'activité économique en 2026, notamment le report de l'accélération inattendue de la croissance fin 2025 en Géorgie et l'augmentation des dépenses publiques en République kirghize.

Le renchérissement des produits de base provoqué par la guerre au Moyen-Orient devrait freiner le mouvement de désinflation en 2026, sans l'inverser. L'inflation globale de fin d'année devrait diminuer, passant de 8,5 % en 2025 à 8,1 % en 2026 en moyenne pour la région CAC (soit 0,3 point de pourcentage de moins que prévu en octobre). Toutefois, cette projection moyenne masque de fortes disparités puisque la moitié des pays de la région ont enregistré une révision à la hausse de l'inflation pour 2027. Cette hétérogénéité s'explique par les différences nationales en matière d'orientation de l'action publique (un resserrement des politiques monétaire et budgétaire devrait faire refluer l'inflation au Kazakhstan), d'environnements réglementaires (la réglementation des prix devrait contenir l'incidence de l'augmentation des prix des produits de base en Azerbaïdjan et au Turkménistan) et d'accords d'importation (les contrats de gaz naturel à prix fixe à long terme offrant une protection partielle contre les chocs sur les prix de l'énergie, par exemple en Arménie).

Les positions budgétaires des importateurs de pétrole et des exportateurs de pétrole de la région devraient diverger en 2026. Dans les pays exportateurs d'hydrocarbures, la hausse des prix du pétrole et du gaz devrait améliorer les soldes globaux, mais les déficits budgétaires hors pétrole devraient aussi se réduire, grâce au maintien d'une politique de modération des dépenses malgré les recettes exceptionnelles. En revanche, les soldes primaires devraient se détériorer dans tous les pays importateurs de pétrole, sauf en Ouzbékistan, où le dynamisme de la croissance et le niveau élevé des prix de l'or soutiendront l'essor des recettes. Dans d'autres pays, les tensions sur les dépenses devraient l'emporter sur les gains de recettes, sachant que les dépenses d'équipement devraient rebondir en Géorgie parallèlement à l'exécution des commandes publiques en souffrance et que les dépenses procycliques devraient augmenter en République kirghize. Une dynamique de croissance plus lente, mais toujours vigoureuse devrait contrebalancer l'incidence de la hausse des besoins de financement de la dette publique : le ratio dette publique/PIB à l'échelle de la région CAC devrait tomber à 23,4 % en 2026, soit environ 3 points de pourcentage de moins que ce qui était anticipé en octobre.

Les soldes courants des pays exportateurs de pétrole et d'or de la région CAC devraient s'améliorer grâce au renchérissement des produits de base dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, tandis que la hausse des prix de l'énergie exercera des pressions sur les déficits courants des pays importateurs de pétrole. À moyen terme, les comptes courants dans la région CAC seront déterminés par la modération des flux commerciaux et des envois de fonds, le durcissement des politiques budgétaires et, pour les exportateurs de pétrole, des contraintes de production d'hydrocarbures de plus en plus lourdes. La couverture des réserves devrait diminuer progressivement, mais rester adéquate dans la plupart des pays.

Risques de révision à la baisse

Les risques de révision à la baisse des prévisions liés à la guerre au Moyen-Orient constituent le principal risque pour la région, avec des effets variables selon les pays en fonction de leurs liens commerciaux avec l'Iran et de leur spécialisation économique. Les pays géographiquement proches de l'Iran qui sont des importateurs nets de produits de base, et ceux qui sont tributaires du tourisme se trouvent affaiblis. Du fait de sa forte dépendance à l'égard des importations et de l'inflation élevée, la région est sensible à la hausse des prix mondiaux des produits de base et des denrées alimentaires. Une inflation prolongée pourrait exiger un durcissement des politiques, en particulier dans les pays importateurs de pétrole. Une incertitude géopolitique accrue et un resserrement des conditions financières mondiales pourraient réduire les investissements étrangers et la confiance des entreprises. D'autre part, certains pays, comme l'Arménie et la Géorgie, pourraient tirer profit d'une réorientation des flux de touristes et de capitaux au détriment du Moyen-Orient. La région CAC reste aussi exposée à d'autres évolutions de la guerre en Ukraine. La levée des sanctions imposées à la Russie pourrait améliorer l'attitude générale des investisseurs à l'égard de la région CAC et, par-là, réduire les primes de risque et les coûts des emprunts extérieurs. Dans le même temps, ces facteurs positifs pourraient être partiellement atténués par des changements dans les configurations des échanges et les chaînes d'approvisionnement établies depuis le début de la guerre. De même, s'il se produisait, un retour des ressortissants russes établis dans la région dans leur pays pourrait pénaliser des secteurs clés, la consommation et les marchés du travail, en particulier en cas de baisse des entrées de capitaux et des envois de fonds.

Priorités pour l'action publique : étoffer les marges de sécurité et accroître la résilience

L'action publique devrait se concentrer sur l'atténuation des risques à court terme et sur la poursuite des réformes à moyen terme qui favorisent la croissance :

- La *politique monétaire* devrait viser à remédier rapidement aux effets de second tour des tensions inflationnistes, grâce à un resserrement adapté. Dans les pays où l'inflation est supérieure à l'objectif fixé par la banque centrale (Kazakhstan, République kirghize, Ouzbékistan), les autorités devront communiquer clairement leur volonté de durcir leur politique face au regain de tensions inflationnistes provoqué par la guerre au Moyen-Orient, même si l'incidence des effets de premier tour de l'inflation des importations de produits de base pourrait s'avérer temporaire. En cas d'effets de second tour, il conviendrait de maintenir une orientation restrictive tant que des éléments concrets ne viennent pas prouver que l'inflation sous-jacente et les anticipations d'inflation sont proches de leur niveau cible. Dans les pays où l'inflation est résolument sur une trajectoire de convergence vers son objectif ou vers sa moyenne historique sur l'horizon de projection, les banques centrales pourraient disposer d'une plus grande latitude pour faire face aux effets de premier tour du renchérissement des produits de base, mais, si les répercussions du choc commencent à se faire sentir sur l'inflation sous-jacente ou sur les anticipations d'inflation, elles devraient resserrer leur politique ou conserver une orientation plus restrictive que prévu avant le choc. Dans les pays de la région CAC où le niveau de dollarisation est relativement élevé, la constitution d'un volant de réserves internationales et la préservation de celui-ci aideront à se protéger contre les fluctuations soudaines des taux de change.
- La *politique budgétaire* devrait demeurer prudente afin de préserver les marges de manœuvre et de renforcer la résilience face aux risques de dégradation. Les pays exportateurs de produits de base devraient épargner les recettes exceptionnelles tirées du niveau élevé des prix mondiaux, tandis que les mesures de soutien budgétaire visant à atténuer les conséquences de la cherté du pétrole et des denrées alimentaires devraient être ciblées, limitées dans le temps et compatibles avec la viabilité des finances publiques. Renforcer les institutions budgétaires en accroissant la capacité macrobudgétaire, remédier aux risques budgétaires, améliorer la planification budgétaire à moyen terme, adopter des règles budgétaires robustes bien conçues et réduire l'intervention de l'État dans l'économie contribueraient à l'efficacité de la politique budgétaire et à la viabilité des finances publiques.
- L'existence d'un *dispositif de réglementation financière stable* est déterminante pour diminuer l'incertitude liée à l'action publique. Les instances de contrôle doivent surveiller les risques financiers géopolitiques et traditionnels pour remédier rapidement aux facteurs de vulnérabilité et concourir à la protection contre les mouvements brusques des taux de change.
- Il est crucial de *poursuivre les réformes structurelles* pour rehausser les perspectives de croissance à moyen terme et atténuer l'incidence potentielle à plus long terme de l'incertitude géopolitique sur l'attitude des investisseurs à l'égard de la région dans son ensemble. Il conviendrait d'accélérer les réformes structurelles pour diversifier les échanges, consolider les institutions, améliorer la gouvernance et l'état de droit, promouvoir la concurrence et le passage au numérique, réduire la prédominance de l'État et soutenir la participation au marché du travail, tout en investissant dans les compétences propices à la productivité à long terme. Ces efforts renforceront la résilience et favoriseront une croissance inclusive en intégrant l'économie dans les chaînes de valeur mondiales et en réduisant la dépendance aux hydrocarbures.

Tableau 1. Croissance du PIB réel

(Variation en pourcentage en glissement annuel)

	Avril 2026					Révision depuis octobre 2025			
	2025	2026	2027	2030	2031	2025	2026	2027	2030
Région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (région MOANAP)[1,2]	**3,2**	**1,4**	**4,6**	**3,8**	**3,7**	**0,0**	**–2,3**	**0,8**	**0,1**
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP	**2,8**	**–0,1**	**4,8**	**3,3**	**3,2**	**–0,2**	**–3,5**	**1,6**	**0,3**
Conseil de coopération du Golfe (CCG)	**4,4**	**2,0**	**4,8**	**3,7**	**3,7**	**0,5**	**–2,3**	**0,9**	**0,3**
Arabie saoudite	4,5	3,1	4,5	3,5	3,6	0,5	–0,9	1,3	0,2
Bahreïn	3,1	–0,5	4,5	3,1	3,3	0,2	–3,8	1,2	–0,1
Émirats arabes unis	5,8	3,1	5,3	4,0	4,0	1,0	–1,9	0,6	0,1
Koweït	3,5	–0,6	2,8	2,4	2,4	0,9	–4,5	0,5	0,1
Oman	2,4	3,5	3,4	3,3	2,7	–0,5	–0,5	–0,3	–0,3
Qatar	2,8	–8,6	8,6	5,9	5,0	–0,1	–14,7	0,8	2,5
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP hors CCG	**0,6**	**–3,1**	**4,8**	**2,6**	**2,6**	**–1,2**	**–5,3**	**2,5**	**0,0**
Algérie	3,8	3,8	2,9	2,6	2,6	0,4	0,9	0,2	0,1
Iran	–1,5	–6,1	3,2	2,1	2,1	–2,1	–7,2	1,6	0,1
Iraq	–0,4	–6,8	11,3	3,4	3,5	–0,9	–10,4	7,7	–0,7
Libye	15,9	6,7	4,5	4,0	3,8	0,3	2,5	2,2	1,8
Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP[1,2]	**3,8**	**3,8**	**4,3**	**4,5**	**4,4**	**0,3**	**–0,3**	**–0,3**	**–0,2**
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOANAP	**3,9**	**3,9**	**4,2**	**4,5**	**4,4**	**0,3**	**–0,2**	**–0,1**	**–0,2**
Cisjordanie et bande de Gaza	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Égypte	4,4	4,2	4,8	4,8	4,8	0,1	–0,3	0,1	–0,5
Jordanie	2,7	2,7	3,1	3,0	3,0	0,0	–0,2	0,1	0,0
Liban	4,0	…	…	…	…	0,0	…	…	…
Maroc	4,9	4,9	4,5	4,1	4,0	0,5	0,7	0,5	0,3
Pakistan	3,1	3,6	3,5	4,5	4,5	0,4	0,0	–0,6	0,0
Tunisie	2,5	2,1	1,6	1,5	1,5	0,0	0,0	0,0	0,1
Pays à faible revenu de la région MOANAP[1,2]	**3,0**	**1,8**	**5,9**	**4,9**	**4,1**	**0,8**	**–3,8**	**–3,9**	**0,0**
Afghanistan	3,0	…	…	…	…	…	…	…	…
Djibouti	6,0	6,0	6,0	5,5	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Mauritanie	4,2	4,4	4,5	3,0	3,0	0,2	0,1	0,1	0,0
Somalie	3,0	2,6	3,1	4,1	4,2	0,0	–0,7	–0,5	0,0
Soudan	3,2	0,7	8,1	6,0	4,5	0,0	–8,8	–6,8	0,5
Syrie	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Yémen	–0,5	0,5	1,5	2,5	2,5	1,0	0,5	–4,5	–2,5
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (région MOAN)[1]	**3,2**	**1,1**	**4,8**	**3,7**	**3,6**	**–0,1**	**–2,6**	**1,1**	**0,1**
Région Caucase et Asie centrale (région CAC)	**6,2**	**4,8**	**4,5**	**4,1**	**4,1**	**0,6**	**0,1**	**0,2**	**0,1**
Pays exportateurs de pétrole de la région CAC	**5,1**	**3,9**	**3,8**	**3,2**	**3,3**	**0,2**	**–0,1**	**0,2**	**0,1**
Azerbaïdjan	1,4	2,2	2,5	2,5	2,5	–1,6	–0,3	0,0	0,0
Kazakhstan	6,5	4,6	4,4	3,6	3,6	0,6	–0,2	0,2	0,2
Turkménistan	3,6	2,6	2,0	2,3	2,3	1,3	0,3	–0,3	0,0
Pays importateurs de pétrole de la région CAC	**7,9**	**6,1**	**5,6**	**5,4**	**5,4**	**1,1**	**0,4**	**0,1**	**0,0**
Arménie	7,2	5,3	5,5	5,0	5,0	2,4	0,4	0,0	0,5
Géorgie	7,5	5,3	5,0	5,0	5,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Ouzbékistan	7,7	6,5	5,9	5,7	5,7	0,9	0,5	0,2	0,0
République kirghize	11,1	6,1	6,1	5,3	5,2	3,1	0,8	0,3	0,0
Tadjikistan	8,4	6,0	4,8	4,5	4,5	0,9	0,5	0,0	0,0

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.
Note : Les données pour les pays suivants se rapportent aux exercices budgétaires : Afghanistan et Iran (21 mars/20 mars), Égypte et Pakistan (juillet/juin). La révision à la baisse de 8,8 points de pourcentage des prévisions de croissance du PIB pour 2026 (par rapport à celles établies en octobre 2025) s'explique principalement par la persistance de la guerre civile au Soudan, dont le dénouement initialement attendu fin 2025 est désormais envisagé pour fin 2026.
[1]Hors Syrie.
[2]Hors Afghanistan pour la période 2026–31.

Appendice 1. Groupes de pays

La région **Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN)** comprend : l'Algérie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, la Cisjordanie et la bande de Gaza, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iraq, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, Oman, le Qatar, la République arabe syrienne, la République islamique d'Iran, la Somalie, le Soudan, la Tunisie et le Yémen.

Les **exportateurs de pétrole de la région MOANAP** sont les suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et République islamique d'Iran.

Les **importateurs de pétrole de la région MOANAP** sont les suivants : Afghanistan, Cisjordanie et bande de Gaza, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen.

Les **pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOANAP** sont les suivants : Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Pakistan, République arabe syrienne et Tunisie ; la Cisjordanie et la bande de Gaza font aussi partie de ce groupe.

Les pays membres du **Conseil de coopération du Golfe (CCG)** sont les suivants : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Les **pays exportateurs de pétrole non membres du CCG** sont les suivants : Algérie, Iraq, Libye et République islamique d'Iran.

Les **pays en développement à faible revenu de la région MOANAP** sont les suivants : Afghanistan, Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan et Yémen.